

COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES

du

MERCREDI 20 OCTOBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

WOENSDAG 20 OKTOBER 2010

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 32 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Questions jointes de

- **Mme Juliette Boulet** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position de l'UE au sujet de la Birmanie et du futur processus électoral ainsi que la situation humanitaire dans ce pays" (n° 52)

- **M. Philippe Blanchart** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les violations des droits de l'homme en Birmanie" (n° 298)

01.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): La junte birmane prévoit d'organiser des élections à la fin de cette année mais elle ne permettra pas aux partis démocratiques d'y participer. La Grande-Bretagne, l'Australie, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, les Pays-Bas et la France ont adopté une résolution afin de soutenir le rapporteur des Nations Unies pour la Birmanie demandant de déférer ce pays devant la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La Belgique, en revanche, au nom de l'Union européenne, a manqué de courage lors du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui se penchait sur la situation en Birmanie.

Par ailleurs, j'ai constaté que, parmi les participants au sommet ASEM, se trouvait un général birman qui fait l'objet d'un "visa ban". Que faisait ce général birman en territoire belge lors d'un sommet Union européenne-Asie?

Qu'attend la Belgique, qui préside l'Union européenne, pour hausser le ton à l'égard de la Birmanie? Intervendrez-vous pour que l'Union européenne refuse la tenue des élections en Birmanie sans que celles-ci ne soient précédées d'un dialogue avec toutes les parties, ainsi que de la libération sans condition de tous les prisonniers politiques, en ce compris Aung San Suu Kyi? Qu'en sera-t-il du renouvellement des sanctions à l'égard de la junte?

Que pensez-vous de l'extension de sanctions économiques aux devises, aux assurances et aux réassurances? En 2003, les USA ont interdit l'utilisation du dollar par la Birmanie pour des transferts et des transactions. Le régime militaire s'est alors tourné vers l'euro pour son activité commerciale internationale. Que pensez-vous de l'interdiction de l'utilisation par la junte de l'euro pour ses transactions?

01.02 Philippe Blanchart (PS): La situation des droits humains se dégrade un peu plus chaque jour en Birmanie. On dénombrerait un million de déplacés internes et plus d'un million de réfugiés dans les pays de la région.

Les prochaines élections, le 7 novembre prochain, s'annoncent antidémocratiques. Aung San Suu Kyi est toujours assignée à résidence. Amnesty International et des grandes organisations internationales en appellent à l'ouverture d'une commission d'enquête internationale. Quelle est la position de la Belgique à ce sujet?

Notre présidence de l'Union européenne se prononcera-t-elle officiellement sur le résultat des ces élections? Lors du 8^e Sommet ASEAN, à Bruxelles les 4 et 5 octobre derniers, un communiqué de presse appelait la junte birmane à organiser des élections libres et à libérer les prisonniers politiques, mais la situation des droits de l'homme y a-t-elle été concrètement discutée?

Que pensez-vous d'un renforcement des sanctions à l'égard de la junte birmane?

01.03 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Si la Belgique, pays fondateur et ardent défenseur de la logique du Traité de Lisbonne, considère que c'est au président tournant de se prononcer au nom de l'Union européenne sur des sujets comme la Birmanie, nous disons des choses incorrectes. Vous pouvez m'interpeller en tant que membre du Conseil Affaires générales, présidé par Cathy Ashton, mais ne me dites pas que moi, en tant que président tournant du Conseil Affaires générales et non du Conseil Affaires étrangères, je suis censé déclarer quelque chose au nom de l'Union européenne.

Bien sûr, je me sens interpellé, mais pas au nom de l'Union européenne. Je suis conscient de la gravité de la situation politique et humanitaire au Myanmar. Il est clair que la Belgique s'efforce, dans le cadre fixé de la mise en place du Traité de Lisbonne, de maintenir l'attention de l'Union européenne sur la situation de ce pays.

Il faut reconnaître que l'influence économique de l'Union européenne sur le Myanmar est assez limitée. Ce sont surtout la Chine, l'Inde ou la Thaïlande, mais aussi l'ASEAN qui disposent de vrais leviers. Voilà pourquoi je discute systématiquement du Myanmar avec mes collègues de la région.

Durant le sommet ASEM, je n'ai pas rencontré de représentants du Myanmar. Toutefois, la situation au Myanmar a été évoquée lors du déjeuner des chefs d'État et de gouvernement; la déclaration de la présidence qui a clôturé le sommet en traite aussi.

En principe, la Belgique reconnaît les mérites d'une commission spéciale des Nations Unies pour enquêter sur des crimes de guerre ou contre l'humanité au Myanmar. Mais la Belgique, comme d'autres partenaires européens, estime qu'il faut tenir compte de différents éléments pour sa mise en place, à commencer par les élections du 7 novembre, même s'il est évident qu'elles ne correspondront pas au standard européen. L'Union européenne a d'ailleurs clairement appelé le régime birman à prendre des mesures pour que ces élections soient libres, inclusives et transparentes.

La diplomatie belge rejoint la position de l'Union européenne présentée dans les conclusions du Conseil Affaires étrangères d'avril 2010, qui dit que "l'Union européenne se tient prête à revoir, amender ou renforcer les sanctions en fonction des développements sur le terrain".

Attendons les élections du 7 novembre et nous en tirerons ensuite les conclusions.

01.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Même en présidence tournante, c'est la Belgique qui prend la parole à l'ONU. Le représentant belge a commencé son intervention par ces mots: "Au nom de l'Union européenne". Cela signifie donc qu'il parle au nom des Vingt-sept.

01.05 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Quand l'Union européenne s'adresse aux Nations Unies, c'est sous la responsabilité d'Herman Van Rompuy ou de Catherine Ashton. Il se trouve que, sur certains sujets, le représentant belge prononce le texte tel qu'il a été rédigé par les services de Mme Ashton. Le texte lu n'implique pas la responsabilité de l'État membre. C'est donc au nom de Mme Ashton que ces déclarations sont prononcées, et pas au nom de la Belgique.

01.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Arrêtons de nous voiler la face: nous pouvons infléchir la position de l'Union si nous le désirons. C'est ce que nous vous demandons depuis des mois.

Il est difficile de voir qu'on pose fièrement à côté de ce général lors du sommet ASEM. Mon pays me fait honte! Si on a une chose à faire, c'est d'interdire la présence sur notre territoire de ce genre de personne, qui représente un gouvernement pervers qui ne reflète en rien les choix de la population.

Les lois électorales adoptées empêchent de facto des élections démocratiques et transparentes.

01.07 Philippe Blanchart (PS): Il faut respecter la logique du Traité de Lisbonne. Si on ne vous demandait pas de vous prononcer sur les éléments, il aurait été intéressant d'influer sur les démarches de Cathy Ashton. A-t-elle eu l'occasion de vous en faire part?

Nous saluons le fait que vous évoquiez la question birmane à chaque rencontre avec les pays limitrophes. Concernant la photographie protocolaire lors de l'ASEM, il reste inquiétant de vous voir obligé de paraître au côté d'un dictateur.

Il aurait fallu avoir une démarche concrète avant les élections.

Le **président**: Sauf erreur de ma part, il n'y a pas, à tort ou à raison, de *travel ban* résultant d'un accord européen à l'égard de la junte birmane.

Il en est de même à l'ONU. Les Américains laissent rentrer Fidel Castro, mais ce n'est pas pour autant qu'ils lui délivrent un visa pour passer des vacances en Californie. Ils sont également tenus par un accord de siège. Même pendant la guerre du Vietnam, les dirigeants vietnamiens se rendaient à New York.

Quand on a voté, en 2003, la révision de la loi de compétence universelle, on a ajouté un amendement selon lequel, lorsque le Parlement européen ou une instance européenne invite pour l'entendre ou l'auditionner une personnalité, même inculpée en Belgique, on se doit de lui délivrer un sauf-conduit et un visa pour venir témoigner devant le Parlement européen ou une institution de l'Union européenne.

Monsieur le ministre, vous corrigerez mon propos s'il n'est pas exact.

01.08 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Monsieur le président, je confirme vos propos. La clarification s'impose effectivement lorsqu'il s'agit de connaître la responsabilité de la Belgique, qui était l'hôte de ce sommet.

01.09 Philippe Blanchart (PS): Monsieur le président, je vous remercie de vos explications très claires en la matière. Sans vouloir mettre M. Vanackere en porte-à-faux, je voulais dire que la portée symbolique de la situation est difficile à assumer. C'est comme si j'étais pris en photo dans un cadre protocolaire à côté de M. Le Pen.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau concept stratégique de l'OTAN" (n° 121)
- **Mme Juliette Boulet** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les propos du secrétaire général de l'OTAN, le renouvellement du concept stratégique de l'OTAN ainsi que le positionnement de la Belgique sur ce dossier" (n° 340)
- **Mme Juliette Boulet** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la présence et la démonstration des activistes de *Bomspotting* à Kleine Brogel et le discours porté par la Belgique sur le désarmement nucléaire" (n° 170)

02.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le président a annoncé la tenue d'un débat sur ce thème le

17 novembre, mais alors *fabula acta est*. J'ai demandé à la fin du mois de septembre qu'un débat soit mené, de préférence avant la réunion ministérielle du 14 octobre au cours de laquelle l'organisation du sommet de l'OTAN du 20 novembre a été décidée.

Je regrette le caractère purement informatif de la réunion du 17 novembre, alors qu'il s'agit d'une matière importante et que nous avons un gouvernement en affaires courantes. Le ministre néerlandais, M. Verhagen, également dans un gouvernement en affaires courantes, a fourni un programme annoté à la Chambre le 5 octobre qui explique en détails la position qui sera défendue par le gouvernement néerlandais sur chacun de ces thèmes essentiels à l'occasion de cette réunion ministérielle.

Privés de débat, nous avons introduit des questions le 4 octobre, questions que nous ne pouvons poser qu'aujourd'hui, c'est-à-dire après la réunion ministérielle.

J'espérais un réflexe parlementaire et démocratique plus important de la part du ministre. En tant que ministre en affaires courantes, il a, plus que jamais, besoin d'une caution parlementaire.

Le **président**: La date en question m'a été présentée ce matin par le gouvernement à la Conférence des présidents comme un fait accompli. Je peux convoquer le gouvernement demain matin, mais je dois dans ce cas pouvoir compter sur le soutien de la totalité des membres.

02.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ces reproches n'étaient pas adressés au président. Les autres gouvernements en affaires courantes témoignent plus de respect à leur parlement.

Pour terminer, peut-être une suggestion: il ne serait peut-être pas dénué d'intérêt que nous recevions à l'avance les documents utiles car cela nous permettrait d'entrer plus rapidement dans le vif du sujet pendant la réunion elle-même. Ce matin, le ministre De Crem s'est en grande partie retranché derrière le prétendu secret OTAN concernant le concept stratégique. Aussi aimerais-je obtenir une réponse à un certain nombre de mes questions.

Qu'a-t-il été décidé, dans cet avant-projet de concept stratégique, au sujet de la suppression éventuelle de la règle du consensus au sein de l'OTAN? L'OTAN envisage de développer également une capacité civile. Où en est-elle? Est-il en outre tenu compte de la Russie dans l'ensemble du concept de sécurité? Le ministre pourrait-il nous en dire un peu plus concernant le bouclier anti-missile? Ce matin, il n'a répondu à aucune de mes questions techniques. Combien coûtera ce bouclier? Comment s'inscrira-t-il dans la Theater Missile Defense?

Existe-t-il un cadre qui définit les restrictions nécessaires pour les opérations "out of area"? Mon groupe est en effet peu enthousiaste à l'idée de confier à l'OTAN un rôle de policier du monde au service des intérêts américains. L'OTAN reconsidérera-t-elle fondamentalement sa stratégie nucléaire?

Avec cinq autres pays, la Belgique a écrit une lettre à l'OTAN pour lui demander de faire preuve d'un plus grand esprit d'ouverture concernant les armes stockées à Kleine Brogel. Un retrait des armes nucléaires tactiques de la base de Kleine Brogel est-il envisageable sans un accord unanime des partenaires de l'OTAN? Ce point est-il négociable dans le cadre du concept stratégique?

02.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Quelle est la réaction de la Belgique concernant la volonté du secrétaire général de l'OTAN de relancer une course à l'armement nucléaire alors que, depuis plusieurs mois, elle plaide pour un désarmement nucléaire? Quelle est votre réaction à propos des discussions sur l'élargissement de l'OTAN au Japon et à l'Australie? Ne sommes-nous pas en dehors du traité? Soutenez-vous les propos de M. Rasmussen quand il adopte un ton plus offensif que celui repris dans les textes fondateurs de l'OTAN? Suite à la catastrophe qui a frappé Haïti, beaucoup d'entre nous s'étaient prononcés pour la mise en place d'une force d'intervention civile au niveau de l'Union européenne. Les propos de M. Rasmussen ne vont-ils pas à l'encontre de cette volonté?

02.04 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Quelques questions se sont ajoutées.

(*En néerlandais*) Le projet de concept stratégique de l'OTAN est conforme à la manière dont la Belgique conçoit l'OTAN. Les principales priorités belges y sont en effet indéniablement présentes. Lors du Conseil de

l'Atlantique Nord du 14 octobre, la Belgique a souligné que l'OTAN doit rester une organisation politico-militaire. Autre priorité pour notre pays: que l'UE et l'OTAN collaborent fructueusement. La Belgique apporte son soutien à l'option zéro en tant qu'objectif final dans un monde d'où doivent être bannis les arsenaux nucléaires. L'OTAN a lui aussi un rôle à jouer à cet égard. Dans le projet de concept stratégique de l'OTAN, il a été tenu compte de la lettre adressée au secrétaire général Rasmussen et cosignée par la Belgique. Ces thèmes ont été entre-temps inscrits à l'ordre du jour du sommet OTAN-Russie qui traitera de ces questions.

(En français) Sur la question de l'approche globale, un accord est intervenu selon lequel l'OTAN doit intégrer toutes les dimensions de la gestion des crises dans sa réflexion stratégique sans pour autant se doter de toutes les capacités civiles, pour lesquelles d'autres organisations internationales peuvent coopérer.

Je ne vois aucune contradiction entre une analyse selon laquelle un certain nombre de problèmes mondiaux ne peuvent pas faire l'objet d'une stratégie purement militaire et le fait que l'OTAN ne doit pas forcément se doter pour autant d'instruments de capacité civile.

Je ne vois pas de contradiction par rapport à l'ambition de la Belgique d'avancer pendant sa présidence dans la gestion des désastres et des crises en faisant mieux jouer notre complémentarité.

S'agissant de l'Australie et du Japon, les alliés ont insisté pour que l'OTAN consolide son partenariat avec ces deux pays. Je rappelle que le Traité de Washington ne prévoit comme membre de l'Alliance que les pays de la région euro-atlantique.

Quant au maintien au sein des armées alliées de capacités militaires, cette question relève de la compétence du ministre de la Défense.

Le projet de concept stratégique tel que proposé par le secrétaire général n'est pas en contradiction avec la volonté de l'Union européenne de développer une force d'intervention civile, bien au contraire.

(En néerlandais) Il n'est nullement question d'abolir la règle du consensus.

En ce qui concerne la capacité civile, il est surtout essentiel de comprendre que cette dernière est parfois requise. D'où la nécessité d'un véritable partenariat.

Sur le plan des relations avec la Russie, la Belgique préconise, dans le cadre d'une nouvelle analyse, de considérer ce pays davantage comme un partenaire que comme une menace.

Aucune décision définitive n'a encore été prise concernant le bouclier. La Belgique a en effet demandé des explications sur les implications financières car nous voulons être en mesure de prendre une décision en connaissance de cause. Par ailleurs, la question du bouclier doit justement être, à nos yeux, une occasion de renforcer le partenariat avec la Russie. Nous devons impliquer ce pays dans nos réflexions.

La discussion sur une refonte fondamentale de la stratégie nucléaire est toujours en cours. Le secrétaire général, M. Rasmussen, a cependant affirmé qu'il ne serait pas judicieux que l'OTAN s'oppose à toute capacité nucléaire tant qu'il existera une menace nucléaire.

(En français) Les propos de M. Rasmussen pour décrire le volet nucléaire de la stratégie étaient toujours accompagnés de la restriction: "tant que l'on vit dans un monde où il y a encore des armes nucléaires". Son discours ne peut donc pas être qualifié d'offensif.

(En néerlandais) En ce qui concerne les armes nucléaires tactiques, j'ai vraiment le sentiment qu'il a été tenu compte de l'initiative de ces cinq pays, mais nous reviendrons certainement sur cette question à Lisbonne.

(En français) Madame Boulet, lors des débats aux Nations Unies, la Belgique a rappelé, au nom de l'Union européenne, son soutien aux recommandations agréées au cours de la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 2010, qui prévoient, entre autres, que les États parties

s'attachent à instaurer la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Le gouvernement belge est partisan d'un monde sans armes nucléaires mais toute initiative en ce domaine doit s'inscrire dans un contexte multilatéral. Qui plus est, un juste équilibre doit être maintenu entre la dissuasion et le désarmement. Cet équilibre se retrouve dans le document de M. Rasmussen. Par conséquent, le désarmement fait partie de la logique contenue dans la note que M. Rasmussen a proposée et vraisemblablement proposera quand nous serons ensemble à Lisbonne.

02.05 Dirk Van der Maelen (sp.a): Nous serions heureux de recevoir un maximum d'informations sur le sujet quelques jours avant le débat, de manière à pouvoir nous préparer minutieusement. En tout cas, le ministre Vanackere a donné aujourd'hui plus d'informations que son collègue De Crem, et ce même sur les aspects militaires.

02.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Vous nous donnez en effet davantage de réponses que votre homologue de la Défense. Il est même un peu compliqué de débattre dans des conditions sereines avec lui!

À l'occasion du débat du 17 novembre prochain, je ferai des remarques sur les questions d'élargissement. Je suis d'accord avec le positionnement que vous défendez. Il faut être attentif au partenariat renforcé que l'on conclurait avec les uns et les autres. Nous éprouvons suffisamment de difficultés à discuter notamment avec la Russie pour éviter des tensions supplémentaires.

Le discours de M. Rasmussen sur la nécessité pour l'OTAN de se doter également d'une capacité civile suscite notre intérêt pour l'idée d'un pouvoir politique que constitueraient l'ONU ou l'Union européenne et un bras militaire armé que serait l'OTAN. À mon sens, l'OTAN n'a pas pour vocation d'être un lieu de décision politique.

En rapport avec la question relative au désarmement nucléaire, on constate chez M. Rasmussen une volonté d'aller dans un sens contraire à celui défendu par la Belgique et les autres pays qui défendent davantage le désarmement et la dissuasion nucléaire.

03 Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le Service européen pour l'action extérieure" (n° 186)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Malgré la difficulté de mise en place du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et les changements d'habitudes qui s'imposent, on peut espérer qu'il facilitera les positions communes et fortes de l'Europe sur les nombreux défis internationaux auxquels elle doit répondre.

En ce qui concerne les nominations au niveau du SEAE, un certain nombre de diplomates ont été nommés, dont deux Belges. Pourriez-vous nous dire comment cela s'est passé? La presse a laissé penser qu'il y avait pas mal de lobbying des diplomaties française, britannique et allemande pour placer leurs diplomates. La Belgique a-t-elle agi de la même manière? Comment va-t-on suivre cette diplomatie européenne au niveau belge?

L'objectif de 50 % de représentation féminine n'est déjà pas atteint dans la diplomatie traditionnelle. La Belgique compte-t-elle aborder cette question avec la haute représentante?

Quelles seront les conséquences de la mise en place de ce service sur les représentations belges à l'étranger? Une réflexion à ce sujet a-t-elle déjà été menée?

Quel sera le poids de ce SEAE pour l'Europe? Comment se fait-il que l'Union ait autant de difficultés à se faire entendre en tant qu'organe politique unifié à l'égard de l'extérieur?

03.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): La procédure de sélection pour les nominations au sein du Service européen pour l'action extérieure doit être transparente, fondée sur le mérite tout en assurant un équilibre tant géographique qu'entre hommes et femmes; et j'ajouterais encore un équilibre entre diplomates

venant des États membres, de la Commission et des services du Conseil. Ces deux derniers environnements se caractérisent par une sur-représentation belge.

Le détachement de diplomates nationaux auprès du Service permettra aux agents de contribuer à la définition de la politique extérieure de l'Union et d'acquérir une expertise dont bénéficiera leur administration nationale à leur retour. Nous attirons l'attention, discrètement, sur les qualités de nos diplomates.

Le déséquilibre dans la parité hommes / femmes des premières nominations est lié à un déséquilibre au niveau des candidatures. Mme Ashton est particulièrement sensible à cette question et mettra tout en œuvre pour atteindre un équilibre adéquat. Ce n'est que maintenant que nous avons enfin atteint le niveau où le nombre de diplomates qui ont réussi l'examen de la diplomatie belge connaît un équilibre hommes / femmes quasi absolu.

Il est prématuré de considérer que la mise en place du Service européen pour l'action extérieure aura pour conséquence la fermeture de postes diplomatiques belges. Il faut tout d'abord savoir que ce service ne se développera que graduellement et, au terme du budget 2011, il n'y aura qu'environ 25 agents de niveau A; nous serons donc en phase de démarrage. Les ambassades bilatérales garderont encore très longtemps des responsabilités propres, pour défendre des intérêts spécifiques du pays.

Nous devons de temps en temps examiner notre réseau de postes et voir comment nous pourrions être plus efficaces avec l'argent du contribuable. Mais je ne crois pas que la mise en place du service européen constituera le premier moteur de cette évaluation.

Les diplomaties nationales continueront à jouer un grand rôle, même après la mise en place du service européen d'action extérieure.

Nous avons évidemment été déçus lors du vote intervenu le 14 septembre à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'agissait d'un vote de procédure qui a eu pour conséquence de reporter la discussion sur le fond. La résolution avait encore été modifiée à la dernière minute et d'aucuns craignaient que le statut qui serait accordé à l'Union européenne ne serve de précédent pour d'autres organisations régionales.

L'Union entend développer une stratégie en vue de remettre la question à l'ordre du jour des Nations Unies. Cela passera par une analyse des raisons qui ont conduit à ce vote négatif et par une intensification des contacts diplomatiques. En participant à de tels contacts en septembre, j'ai appris que la plupart de mes interlocuteurs n'étaient, sur le fond, pas opposés à l'idée de donner un plus grand droit de parole et d'intervention par le biais de documents à l'Union européenne.

03.03 Christian Brotcorne (cdH): La possibilité pour l'Union européenne de parler d'une seule voix est intéressante car cela crédibilise le projet européen au niveau international. Même si au niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce sont les États qui priment, il faut continuer à se battre pour que l'Union européenne puisse s'y exprimer en tant qu'entité. Cela obligerait l'Union européenne à préparer les rassemblements internationaux et mondiaux en faisant l'effort de parler d'une seule voix.

L'incident est clos.

04 Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la ratification de la convention 169 de l'OIT" (n° 218)

04.01 Philippe Blanchart (PS): La convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux est, avec la convention 107 relative aux populations autochtones et tribales, le seul instrument juridique adopté par la communauté internationale qui concerne les droits de ces peuples. Seule une vingtaine de pays ont ratifié cette convention et la Belgique n'en fait pas partie. Comment expliquez-vous cela?

04.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Il y a souvent de grands retards dans la ratification des

conventions de l'OIT. S'agissant d'une convention relative aux populations autochtones et tribales, il est difficile pour la Belgique, avec cette définition de plus en plus précise, de considérer que notre territoire accueillera au sens strict ce type de population. De nombreux États ont déjà mentionné qu'elle ne s'appliquait pas à leur territoire. Nous n'avons rien fait pour accélérer cette ratification, vu l'absence d'urgence et d'intérêt pour la Belgique.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Dirk Van der Maelen** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les engagements pris par le gouvernement concernant le redéploiement du contingent belge en Afghanistan" (n° 245)

- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les engagements pris par le gouvernement concernant le redéploiement du contingent belge en Afghanistan" (n° 246)

- **M. Wouter De Vriendt** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le redéploiement du contingent belge en Afghanistan" (n° 248)

- **M. Wouter De Vriendt** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le redéploiement du contingent belge en Afghanistan" (n° 249)

05.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Une nouvelle fois, je dois me tourner vers le ministre des Affaires étrangères, puisque le ministre de la Défense n'a pas répondu à mes questions. Je lui ai demandé s'il était exact que les troupes supplémentaires envoyées par notre pays en Afghanistan n'iront pas sur le terrain et s'il existait une évaluation des résultats des efforts déployés jusqu'à présent pour constituer une armée afghane. Je voulais en outre débattre avec lui du bien-fondé et de l'absurdité de former une force de sécurité afghane forte de 400 000 hommes.

Notre gouvernement accepte sans aucune hésitation la requête du général Petraeus de renforcer nos efforts. Si la FIAS, forte de 150 000 militaires parfaitement entraînés, ne réussit pas à vaincre les talibans, comment les militaires afghans pourraient-ils les défaire? Leur niveau serait affligeant et la fraternité ethnique des troupes afghanes serait nettement supérieure à leur loyauté vis-à-vis de l'État.

Quel pourcentage du budget afghan une telle force de sécurité engloutirait-elle? Peut-on confier sans problème une capacité d'une telle ampleur au gouvernement Karzaï, unanimement qualifié de corrompu? Qu'advient-il en cas de désintégration de cette force de sécurité lourdement armée, avec pour conséquence le déclenchement d'une guerre civile sans précédent?

Ces différentes questions m'inquiètent et je me demande si le gouvernement les a suffisamment prises en compte.

Je m'étonne du reste de la décision prise par le gouvernement au moment où le monde entier s'interroge sur l'opération menée en Afghanistan et où Américains, Britanniques et le président Karzaï négocieraient avec les talibans. Le gouvernement aurait pu très facilement prendre prétexte de l'actuelle situation politique pour s'y soustraire.

05.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Notre réponse au général Petraeus s'inscrit parfaitement dans la logique d'une décision prise précédemment en avril 2010, époque où le gouvernement n'était pas encore en affaires courantes. Je réponds également au nom du premier ministre, mais pas à la place du ministre De Crem.

Le 13 octobre, le premier ministre, le ministre de la Défense et moi-même avons reçu le général Petraeus à la suite de la requête du commandant en chef tendant au renforcement des capacités d'instruction de la FIAS. Le commandant en chef a exprimé l'espoir de voir notre pays fournir des instructeurs supplémentaires. J'ai souligné l'impossibilité pour un gouvernement en affaires courantes de s'écarter des limites fixées par des décisions prises antérieurement, en l'occurrence un plafond de 626 hommes jusqu'à la fin 2011. Dans le respect de ce cadre, huit instructeurs de vol supplémentaires seront envoyés à Kaboul et à Kandahar, de même que huit instructeurs de vol supplémentaires pour assurer la formation d'un bataillon de Mongols.

Cette nouvelle augmentation du nombre d'instructeurs s'inscrit dans la stratégie de transition approuvée par la communauté internationale lors des conférences de Londres et de Kaboul. Le 12 octobre, dans une résolution qui proroge le mandat de la FIAS adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité des Nations Unies a souligné l'importance de la transition, de manière à ce qu'à terme, les forces armées afghanes puissent maîtriser l'ensemble des missions de sécurité.

Le renforcement de la composante instruction est approuvé par la communauté internationale. Il n'entre pas dans les intentions de remplacer ensuite à nouveau les instructeurs par des unités opérationnelles. Le volet opérationnel perdra en importance à mesure que l'on nous demandera davantage d'instructeurs.

05.03 Dirk Van der Maelen (sp.a): J'ignore toujours moi-même si je suis pour ou contre l'afghanisation. Quelle capacité opérationnelle sera en fait supprimée en premier lieu? Je propose que l'on retire d'abord nos F16, ensuite nos ELTO à Kunduz et enfin nos hommes à Kaboul.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la réaction face à la catastrophe chimique survenue en Hongrie" (n° 255)

06.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le 7 octobre, la Hongrie a officiellement sollicité l'aide de la protection civile européenne afin de parer aux conséquences de la catastrophe chimique. Cette catastrophe prouve que la directive sur la responsabilité environnementale et celle sur les déchets de l'industrie extractive n'ont pas une force suffisante.

Pourquoi aucune action coordonnée n'a-t-elle encore été entreprise afin de colmater la brèche dans le mur et de renforcer celui-ci, de manière à éviter une nouvelle catastrophe? L'Europe devrait être capable d'apporter une aide technique et logistique en cas de catastrophe. Le Traité de Lisbonne contient d'ailleurs une clause de solidarité à ce sujet.

Une demande d'assistance a-t-elle été adressée à notre pays? La Belgique veut-elle et peut-elle apporter une aide? Si oui, sous quelle forme? La clause de solidarité sera-t-elle invoquée? Quelle sera la réponse coordonnée de l'UE à la demande de la Hongrie? Quand cette catastrophe figurera-t-elle à l'ordre du jour des conseils des ministres européens? L'Europe a-t-elle déjà entrepris quelque chose?

06.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Au lendemain du désastre des boues rouges le 4 octobre, la Hongrie a fait appel au *European Civil Protection Mechanism* qui est coordonné par le *Monitoring and Information Centre* de la Commission européenne. Ce mécanisme permet d'optimiser les secours en cas de catastrophes à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire de l'Union européenne.

La Hongrie s'est bornée à solliciter une expertise en matière de catastrophes toxiques et elle a obtenu une réponse de dix pays dont la Belgique. Finalement, cinq experts, dont un spécialiste belge des sols, ont été sélectionnés. Ces experts aident les autorités hongroises depuis le 9 octobre. Leur équipe analysera la toxicité qui s'est répandue lors de la catastrophe puis formulera un avis portant sur les mesures qui s'imposeraient éventuellement.

En outre, l'Organisation Mondiale de la Santé a dépêché une de ses équipes en Hongrie afin d'évaluer les risques pour la santé. La Belgique est disposée à fournir une assistance supplémentaire à la Hongrie si celle-ci lui en fait la demande.

Les institutions européennes et la présidence belge de l'UE suivent de près l'évolution de la situation. La visite d'Annemie Turtelboom et du Commissaire européen en charge de la gestion des crises s'inscrit dans ce cadre. Le Commissaire européen y a offert une aide supplémentaire sous la forme de machines, de matériaux et de véhicules. Cette visite a permis aux intéressés de se faire une idée des efforts fournis par les autorités hongroises mais les a aussi convaincus qu'il reste encore beaucoup de travail à accomplir.

L'Europe attend également de prendre connaissance du *draft paper* que la Commission européenne devrait déposer début novembre 2010 et qui traitera de la manière dont l'Union européenne pourrait encore mieux

appréhender les situations de crise et encore mieux tirer profit de sa complémentarité. Au Conseil Affaires générales en novembre, nous indiquerons qu'il s'agit là d'un point important à nos yeux. Nous tenterons par ailleurs de convaincre certains États membres qu'ils n'ont pas à avoir de craintes injustifiées en leur faisant comprendre que la création d'une nouvelle institution ne se justifie pas mais qu'il s'agit surtout de mieux harmoniser les efforts et de mieux appliquer une série de *best practices*.

La clause de solidarité n'a pas été enclenchée pour la bonne et simple raison que la Hongrie ne l'a pas demandé.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la publication par un quotidien ougandais d'une liste comportant les nom et adresse ainsi que des photos d'homosexuels, lesbiennes et bisexuels" (n° 256)

- **M. Bruno Tuybens** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la haine à l'encontre des personnes homo- et bisexuelles propagée en Ouganda dans les médias, les milieux politiques et la législation" (n° 348)

- **Mme Nahima Lanjri** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'homophobie grandissante en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord et la réaction de la politique étrangère belge en la matière" (n° 357)

07.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le 5 octobre 2010, le journal ougandais *Rolling Stone* publiait les coordonnées de 100 homosexuels influents accompagnées du message: "Pendez-les!". De telles campagnes de haine sont intolérables dans des pays où il n'est pas encore question de la moindre acceptation sociale des holebi. Dans ces pays, ces personnes craignent simplement pour leur vie.

Le ministre condamne-t-il cette publication et, si oui, l'a-t-il fait savoir à son homologue ougandais? Durant la présidence belge de l'UE, le ministre enverra-t-il un signal indiquant la volonté de la Belgique de jouer un rôle de pionnier dans la décriminalisation et l'acceptation de l'homosexualité dans les pays homophobes?

07.02 Bruno Tuybens (sp.a): Avec cet article publié dans *Rolling Stone*, l'homophobie a atteint un paroxysme douloureux en Ouganda, un pays où les homosexuels sont menacés de mort. La haine de l'homosexuel n'est pas un phénomène neuf en Ouganda, mais il y a actuellement une surenchère entre différents médias et chefs religieux. Ceci dit, la discrimination se renforce également au niveau politique et trouve un ancrage dans la loi. Ce n'est qu'au prix d'une forte pression internationale que le président Museveni a finalement écarté une proposition de loi qui condamnait les holebi à la réclusion à perpétuité, voire à la peine de mort.

Que pense le ministre de la discrimination envers les holebi en Ouganda? A-t-il déjà pris une initiative à la suite de la publication de l'article évoqué? Quelles garanties le ministre demandera-t-il aux dirigeants ougandais afin que la sécurité des holebi soit garantie lors du Sommet UE-Afrique de novembre prochain?

07.03 Nahima Lanjri (CD&V): L'année dernière, nous avons été assez régulièrement confrontés à des informations faisant état d'homophobie dans plusieurs pays africains, dont beaucoup sont des partenaires de la Belgique. Des initiatives législatives inquiétantes sont prises, mais les viols de correction et l'exacerbation d'un climat de haine à l'égard des homosexuels et des lesbiennes sont des phénomènes encore plus angoissants. La tolérance est cependant une condition essentielle pour assurer la stabilité d'une société.

La politique belge étrangère et la politique de coopération au développement sont-elles suffisamment attentives à la lutte contre l'intolérance, plus spécialement à l'égard des homosexuels? Dans ces pays, il faut une politique de soutien de longue durée pour amener à un changement de mentalité. Dans ce domaine, notre pays revient également de loin.

Quelles actions l'Union européenne peut-elle entreprendre? Elle est l'un des principaux bailleurs de fonds de la région sub-saharienne et est également très active par le biais de la politique de voisinage.

07.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je condamne fermement ce développement inquiétant

en Ouganda. Ce thème a été abordé la semaine passée à Kampala au sein du groupe de travail local de l'UE consacré aux droits de l'homme. Il a été décidé de prendre contact avec les défenseurs des droits de l'homme et les militants LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) impliqués et d'élaborer avec ces derniers une stratégie assortie d'un suivi. Le groupe interpellera également l'inspecteur général de la police concernant le sous-titre, ce dernier incitant les lecteurs à pendre les homosexuels, un fait bien entendu punissable dans ce pays. Notre ambassade suit attentivement la situation.

Étant donné que les compétences en matière de politique étrangère conférées à Mme Ashton depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne incluent la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, nous n'assurons plus une fonction de présidence en la matière. Toutefois, la Belgique collabore avec la Commission ainsi qu'avec le secrétariat du Conseil au sein d'une équipe commune. C'est dans ce cadre que nous préparons également le Sommet UE-Afrique où M. Van Rompuy représentera l'UE en qualité de président du Conseil. La Belgique appuie résolument l'action de l'UE en matière de lutte contre les discriminations de toutes formes fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ainsi que contre les formes les plus graves telles que la criminalisation de l'homosexualité.

Adopté en juin par l'UE, le "LGBT toolkit" est mis à la disposition de l'ensemble des institutions et des États membres de l'UE ainsi que de leurs délégations, représentations et ambassades. Il contient une série d'instruments opérationnels visant à aider les intéressés à éviter les violations des droits de l'homme à l'égard de personnes LGBT et à y réagir. Mes services ont transmis ce texte à toutes les ambassades.

La Belgique et les autres États de l'UE ont également contribué à l'organisation d'un événement intitulé "*Ending violence and criminal sanctions on the basis of sexual orientation and gender identity*" en septembre en marge de la 15^e session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

07.05 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Dans le contexte européen, la Belgique doit signifier explicitement à ses partenaires qu'elle entend jouer un rôle de pionnier dans ce domaine.

07.06 Bruno Tuybens (sp.a): Il serait intéressant de convier à un échange de vues sur ce thème des parlementaires d'autres pays africains.

07.07 Nahima Lanjri (CD&V): Ce sera une œuvre de longue haleine car il s'agit de conceptions profondément ancrées. C'est ce qui est ressorti également d'une enquête récente qui a été menée en avril 2010 sur "*Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*". La politique belge à l'étranger se doit de prêter à cette question une attention constante. Une initiative telle que la Boîte à outils me réjouit.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'évaluation du respect des droits de l'homme au Kazakhstan en vue du sommet de l'OSCE des 1^{er} et 2 décembre" (n° 257)

08.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Un sommet de l'OSCE se tiendra à Astana les 1^{er} et 2 décembre prochains. La présidence du Kazakhstan a été contestée et le pays s'est engagé à respecter les droits de l'homme, en particulier les droits des détenus. Rien n'indique toutefois que le moindre progrès ait été réalisé sur le plan des droits de l'homme. Les conditions de détention y sont épouvantables et il n'existe aucune possibilité de porter plainte contre les faits de violence dans les prisons.

Qui représentera la Belgique au sommet de l'OSCE? La délégation belge s'informerait-elle au préalable sur la situation dans les prisons? Comment le ministre fera-t-il part de l'évaluation aux autorités kazakhes?

08.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): En principe, le premier ministre représentera la Belgique lors du prochain sommet de l'OSCE les 1^{er} et 2 décembre prochains à Astana. La délégation belge sera dûment informée de la situation des droits de l'homme au Kazakhstan et en particulier des mauvaises conditions de détention. Cette question a d'ailleurs été abordée dans le cadre de l'examen périodique universel du Kazakhstan réalisé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en février dernier.

Lors des préparatifs, une attention particulière sera également portée aux informations communiquées dans le cadre du dialogue annuel sur les droits de l'homme mené entre l'Union européenne et le Kazakhstan. La

prochaine session aura lieu le 4 novembre prochain.

Lors de mon entretien avec le président Nazarbaïev, j'ai évoqué les trois piliers de l'OSCE et donc aussi l'État de droit et les droits de l'homme. Une prochaine rencontre avec le président Nazarbaïev les 25 et/ou 26 octobre prochains constituera une nouvelle occasion de réitérer cette préoccupation.

08.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): J'espère que le sommet prévu début décembre sera également l'occasion, pour le premier ministre, d'aborder cette question auprès des autorités.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation des organisations israéliennes de défense des droits de l'homme" (n° 258)

09.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il me revient que certains décideurs politiques israéliens et certaines organisations israéliennes tenteraient de jeter le discrédit sur les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme. C'est ainsi que trois propositions de loi qui entraveraient considérablement la liberté de fonctionnement de ces ONG ont été déposées à la Knesset. Leur adoption serait fort regrettable compte tenu de la grande efficacité de ces organisations.

Que pense le ministre de la menace qui pèse sur ces organisations, menace qui se traduirait par une limitation de leur liberté de mouvement? La Belgique militera-t-elle au sein de l'Union européenne pour que le respect des droits de l'homme et la démocratie soient garantis en Israël et pour inciter le gouvernement israélien à ne plus apporter son soutien à ces propositions?

09.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Les autorités européennes assurent un suivi rapproché de ces propositions de loi. Mon département reçoit les ONG israéliennes quand elles en font la demande et certaines d'entre elles ont attiré notre attention sur le fait que le climat dans lequel elles doivent travailler est aujourd'hui moins propice à leur action. Ces derniers mois, j'ai encouragé mes interlocuteurs israéliens à sauvegarder le caractère très vivant et ouvert du monde des organisations non gouvernementales. La Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies s'est récemment dite préoccupée par cette évolution en Israël ainsi que dans d'autres pays. L'Union européenne partage cette inquiétude.

L'Union européenne a aussi abordé ce problème lors de la réunion du groupe de travail informel Droits de l'homme du 2 septembre dernier à laquelle Israël a également participé.

09.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le cas d'Israël est unique dans la mesure où, jusqu'à ce jour, ce pays laissait travailler en toute liberté ses organisations de défense des droits de l'homme tout en se rendant systématiquement coupable de flagrantes violations des droits de l'homme. Je demande instamment au gouvernement belge de veiller avec d'autres à ce qu'il continue d'en être ainsi.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le suivi du rapport Goldstone" (n° 259)

10.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il ressort du rapport Goldstone sur les violations des droits de l'homme commises lors de l'opération "plomb durci" à Gaza qu'aussi bien Israël que le Hamas se sont rendus coupables de crimes de guerre. Le rapport recommandait aux deux parties d'enquêter sur ces accusations dans les six mois mais ces enquêtes internes se sont révélées peu crédibles, comme l'a également confirmé une commission d'experts indépendants.

Puisque les deux parties ont déjà eu largement le temps, depuis, de mener correctement des enquêtes internes, la Cour pénale internationale devrait se pencher sur le dossier, au besoin par le biais d'un renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le ministre pense-t-il aussi que les enquêtes internes n'ont pas atteint leur objectif? Quelles initiatives prendra-t-il pour que la Cour pénale internationale puisse traiter ce dossier?

10.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La Belgique et l'Union européenne ont systématiquement souligné l'importance d'enquêtes équilibrées réalisées par les parties elles-mêmes. À cette fin, la Belgique entretient des contacts bilatéraux réguliers avec toutes les parties concernées. Lors de la 15^e session du Conseil des droits de l'homme, l'Union européenne s'est référée à l'invitation qu'elle a lancée à plusieurs reprises d'organiser des enquêtes appropriées, crédibles et indépendantes sur les actes de violation du droit international. L'Union européenne a reconnu qu'Israël et la Palestine doivent continuer à lutter contre l'impunité et en faveur du principe de responsabilité.

Le rapport Goldstone comprend de nombreuses recommandations et préconise un processus en phases permettant d'abord aux deux parties de mener leurs propres enquêtes et de suivre les recommandations.

La Belgique n'est actuellement pas membre du Conseil de sécurité et ne peut dès lors pas prendre d'initiatives en ce qui concerne le renvoi devant la Cour pénale internationale.

10.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Je prends note de l'observation relative au processus par phases, dans le cadre de laquelle le ministre ne semble pas exclure totalement le renvoi devant la Cour pénale internationale. J'estime que les parties ont disposé d'un délai suffisant pour réaliser ces enquêtes internes; la communauté internationale doit à présent faire un pas de plus et la Belgique peut y contribuer.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le stockage de données des cartes de crédit de citoyens européens" (n° 272)

11.01 Alexandra Colen (VB): Selon *EUobserver*, les États-Unis ont l'intention d'imposer le paiement d'un supplément de 14 dollars pour les citoyens européens désireux de se rendre aux États-Unis. Que pense le ministre de cette initiative? Est-il exact que ce montant ne pourra être réglé qu'en ligne au moyen d'une carte de crédit? Les données des cartes de crédit des voyageurs européens seront-elles conservées durant un an? Est-il exact que le fichier en question peut être relié à d'autres fichiers comme celui contenant les données relatives aux passagers? Cette nouvelle initiative aura-t-elle une influence sur les négociations à venir avec les États-Unis? La Belgique a-t-elle déjà abordé la question avec les autorités américaines ou a-t-elle l'intention de le faire?

11.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'article de presse en question a trait au *Electronic System for Travel Authorization*, ESTA, qui prévoit l'obligation pour les voyageurs se rendant aux États-Unis de s'enregistrer 72 heures avant leur départ. Dans le cadre de la modernisation du système américain de délivrance des visas, une nouvelle loi adoptée début août 2010 oblige les voyageurs à payer une redevance de 14 dollars US au profit du tourisme américain. Vingt-quatre États membres de l'UE sont désormais soumis au paiement de cette taxe pour des voyages d'une durée de maximum 90 jours. La loi a été adoptée malgré les inquiétudes exprimées à ce sujet au sein de l'UE. Un certain nombre d'eurodéputés ont demandé avec insistance auprès de la Commission européenne de réagir face à cette taxe.

Début août 2010, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Mme Cecilia Malmström, a fait part aux États-Unis de son mécontentement relatif à la taxe. Dès que les règles définitives auront été publiées, ses services examineront si le formulaire ESTA peut être considéré comme un visa et quelles conclusions il faut en tirer. Après cette évaluation, le Conseil européen se concertera sur l'opportunité de prendre des mesures.

La demande de formulaire ESTA ne peut être effectuée que par la voie électronique, sur un site internet sécurisé. Le paiement est réalisé à l'aide d'une carte de crédit ou de débit. Le Department of Homeland Security examine actuellement d'autres formes de paiement. Je ne dispose d'aucune information sur la durée de stockage des données et je n'ai pas connaissance d'un quelconque lien entre le dossier ESTA et le système PNR. Le gouvernement attend l'analyse de la Commission européenne pour se prononcer à ce

sujet.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation des chrétiens assyriens dans le nord de l'Irak" (n° 273)

12.01 Alexandra Colen (VB): Il ressort de plusieurs rapports internationaux que les autorités kurdes appliqueraient des procédures judiciaires inéquitables et feraient preuve de comportements violents envers les chrétiens assyriens et d'autres minorités dans le nord de l'Irak.

Le gouvernement belge et l'Union européenne en sont-ils informés? Si oui, comment tentent-ils de lutter contre ces pratiques? Assurent-ils un suivi rapproché des cas individuels comme celui d'un certain Robert Aowyamlik qui a été contraint de faire des aveux après avoir été torturé?

12.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Lors de la session du Conseil des droits de l'homme de février 2010, la Belgique a recommandé au gouvernement irakien de soumettre à un examen approfondi les violences subies par les minorités ethniques, linguistiques ou religieuses, et de les condamner. Les autorités irakiennes ont accepté cette recommandation. Lors de la session du Conseil des droits de l'homme de septembre 2010, l'Union européenne a confirmé cette recommandation. En outre, la Belgique apporte son soutien à la mission civile européenne en Irak, EUJUST LEX. Le but de cette mission est de promouvoir l'État de droit en Irak et de promouvoir la formation de la justice et de la police irakiennes ainsi que l'assistance à celles-ci, l'accent étant placé sur les droits de l'homme. Mon département s'est également mis en rapport avec Amnesty International et Human Rights Watch en vue d'une analyse commune de la situation des droits de l'homme en Irak et dans la région kurde. Le cas particulier évoqué par Mme Colen ne nous est pas connu.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la forte augmentation des tirs de missiles et de mortiers contre des civils israéliens depuis la Bande de Gaza" (n° 274)

13.01 Alexandra Colen (VB): On constate actuellement une nette augmentation du nombre de tirs de roquettes sur Israël depuis Gaza, le but étant de torpiller les négociations de paix.

La Belgique et l'UE envisagent-elles de prendre des mesures pour mettre sous pression le régime du Hamas dans la Bande de Gaza afin de l'amener à cesser ses tirs? Le gouvernement considère-t-il qu'Israël a le droit de combattre lui-même les groupuscules terroristes qui sévissent à Gaza? Par quels moyens?

13.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Depuis plus d'un an, les tirs de roquettes depuis la Bande de Gaza se sont effectivement intensifiés. Ces actes de violence sont évidemment hautement condamnables. Toutefois, on ignore si ces agressions sont le fait du Hamas ou d'autres groupes armés. Le dialogue et les négociations sont les seuls moyens de parvenir à une solution. Israël a déjà répondu à ces tirs par l'opération Plomb Fondu menée fin 2008. Cette opération n'a pas été condamnée en elle-même par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a toutefois été condamnée en raison des moyens militaires utilisés, leur utilisation ayant probablement été constitutive de graves violations du droit humanitaire international. Elle fait d'ailleurs l'objet du rapport Goldstone qui est actuellement examiné.

13.03 Alexandra Colen (VB): Puis-je en déduire que si ces moyens militaires n'étaient pas jugés disproportionnés, la Belgique et la communauté internationale ne condamneraient pas davantage aujourd'hui Israël si celui-ci combattait lui-même ces groupes terroristes?

13.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): J'ai effectivement constaté avec vous que la condamnation portait sur la méthode employée par Israël et non sur la réaction d'Israël en tant que telle.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la demande d'adhésion à l'UE de la Serbie et le processus décisionnel y afférent lors du Conseil Affaires étrangères du 25 octobre 2010" (n° 275)

- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la candidature de la Serbie à l'adhésion à l'Union européenne" (n° 422)

14.01 Alexandra Colen (VB): La présidence belge de l'Union européenne a-t-elle toujours l'intention d'inscrire la demande d'adhésion de la Serbie à l'agenda du Conseil Affaires étrangères du 25 octobre? Selon certaines rumeurs, plusieurs pays, notamment les Pays-Bas, seraient en effet opposés à la requête faite à la Commission européenne de rendre un avis en la matière parce que la Serbie ne collabore pas encore pleinement au tribunal yougoslave. Si la demande d'avis est inscrite à l'agenda sous la forme d'un point technique, le processus décisionnel est fondé sur la majorité qualifiée. Si la demande d'avis est inscrite à l'agenda sous la forme d'un point politique, la décision doit être prise à l'unanimité.

Est-il exact que la présidence belge inscrit le processus décisionnel relatif à la demande de la Serbie comme point technique à l'agenda pour contourner ainsi les objections formulées par plusieurs pays?

14.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): M. Serge Brammertz, le procureur général belge du tribunal yougoslave, a fait savoir que son moyen de pression essentiel sur la Serbie pour rechercher et arrêter le criminel de guerre Ratko Mladic est le fait que l'Union européenne soumette les négociations d'adhésion de la Serbie à la condition de la collaboration totale du pays au tribunal yougoslave, et qu'il perdrait ce moyen de pression.

Le 6 octobre dernier, M. Brammertz a prévenu que si M. Mladic n'était pas arrêté rapidement, le tribunal ne serait plus en mesure d'engager des poursuites contre ce dernier, étant donné que tous les travaux doivent être terminés pour 2014.

Les Pays-Bas ont fait savoir qu'ils renoncent à s'opposer à l'ouverture des négociations avec la Serbie. La Belgique inscrit à présent également cette question à l'agenda. Notre groupe a déposé une demande d'audition de M. Brammertz. Nous doutons toutefois que cette audition puisse encore avoir lieu avant le 25 octobre.

Dans le passé, la Belgique a ardemment défendu le principe de conditionnalité à propos de l'adhésion de la Serbie.

Quelle est la position actuelle de notre gouvernement dans ce dossier? Nous n'allons tout de même pas opérer un revirement sans mener de débat à la Chambre? Le ministre assistera-t-il à l'audition de M. Serge Brammertz? Comment évalue-t-il l'attitude serbe en ce qui concerne les recherches pour retrouver M. Ratko Mladic? Est-il question d'une amélioration, d'une stagnation ou d'une régression? L'attitude serbe à l'égard du Kosovo doit-elle être prise en compte lors des discussions sur l'adhésion?

14.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): J'ai moi-même fait porter à l'ordre du jour du 25 octobre la demande d'avis du Conseil à la Commission sur la candidature de la Serbie à l'adhésion. Cet agenda ne changera pas. Il n'est absolument pas question d'un revirement. La demande d'avis ne constitue que le début d'un processus qui comprend encore 162 moments où l'on pourra faire jouer la conditionnalité. Il est donc excessif de penser que la sollicitation d'un avis constitue la dernière occasion d'insister sur la conditionnalité.

Lors de mes contacts avec mon ancien collègue Maxime Verhagen et avec le nouveau ministre néerlandais Uri Rosenthal, j'ai pu clairement prendre la mesure de la sensibilité nationale à l'égard de cette question.

La position de la Belgique demeure inchangée. Le rapprochement serbe vers l'Union européenne est bien soumis à certaines conditions, à savoir une attitude régionale constructive à l'égard du Kosovo et la collaboration de Belgrade avec le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. La Serbie a d'ailleurs fait preuve d'une grande maturité en élaborant une résolution qui a pu recueillir le consensus des 27 États membres et mettait clairement l'accent sur la nécessité d'un dialogue avec le Kosovo.

C'est l'une des deux conditions posées par l'Union européenne et c'est pourquoi j'ai fait inscrire cet avis à

l'ordre du jour de lundi prochain.

En juin 2010, le procureur Serge Brammertz a opéré une distinction entre l'appui aux processus en cours, un point sur lequel il s'est dit satisfait, et la coopération accrue des Serbes dans le cadre de l'arrestation de Ratko Mladic et Goran Hadzic. À l'époque, M. Brammertz a préconisé en la matière une nouvelle stratégie serbe pour arrêter les fugitifs le plus vite possible et les faire comparaître à La Haye. J'ai tenu un plaidoyer analogue auprès du président Tadic en septembre 2010. Je suis favorable à l'organisation d'une audition de M. Brammertz, avec qui j'entretiens des contacts très réguliers.

Les points que nous portons à l'ordre du jour ne sont pas qualifiés de "techniques" ou de "politiques". La seule différence que nous connaissons distingue les points législatifs et nonlégislatifs. La demande relative à l'avis de la Commission relève évidemment du non-législatif. L'envoi d'un avis s'est toujours passé par consensus, jusqu'ici, et j'ai l'intention de maintenir cette pratique.

En tout état de cause, les conditions posées par nos collègues néerlandais ainsi que leurs aspirations seront suffisamment prises en considération dans le cadre des conclusions.

J'espère pouvoir atteindre un consensus lundi prochain. Les conditions relatives au Kosovo et à la coopération avec le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie feront à nouveau intégralement partie du message qui sera transmis lundi par l'Union européenne au gouvernement serbe.

14.04 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Nous déplorons ce changement de cap notable. Je suis impatiente d'entendre bientôt M. Brammertz à la Chambre sur le sujet.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le rôle du service de sécurité égyptien dans un contexte de tensions entre musulmans et chrétiens" (n° 276)

15.01 Alexandra Colen (VB): Selon certaines sources internationales, des chrétiens coptes auraient été attaqués en Égypte au cours des semaines écoulées dans une manœuvre d'intimidation à l'approche des élections. Les auteurs de ces faits bénéficieraient du soutien des services de sécurité. Le ministre peut-il confirmer le fait que le chef de la sûreté de l'État était présent lors d'une manifestation contre les coptes qui a eu lieu à Alexandrie le 8 octobre dernier?

Quelles initiatives avez-vous prises pour que soit assurée la sécurité des chrétiens en Égypte? Notre pays envisage-t-il, avec les autres pays de l'Union européenne, d'exiger une meilleure protection des chrétiens?

15.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose d'aucune information pouvant confirmer la présence du chef du service de sécurité égyptien à la manifestation du 8 octobre dernier.

L'ambassade belge au Caire suit de très près la situation en matière de droits de l'homme. Lors des contacts bilatéraux, nous insistons également sur l'importance du respect des droits de l'homme, et notamment des droits des minorités religieuses. La question est également invariablement abordée lors des rencontres organisées dans le cadre de l'accord d'association entre l'Égypte et l'Union européenne. La question de la situation des coptes a été abordée lors du *Universal Periodic Review* du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenu le 17 février 2010 à Genève. L'Égypte a adopté les recommandations sur l'amélioration du respect de la liberté de culte.

Mes services restent très attentifs au problème et accordent une attention toujours soutenue aux recommandations de la résolution sur la protection des minorités religieuses adoptée par la Chambre en 2010.

15.03 Alexandra Colen (VB): Si les pays concernés ne se font guère prier pour adopter certaines résolutions, ils ne les mettent pas en œuvre pour autant. Il convient donc de vérifier de près s'ils respectent leurs promesses.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le traitement réservé aux chrétiens en Arabie saoudite" (n° 277)

16.01 Alexandra Colen (VB): Début octobre, plusieurs catholiques ont été arrêtés en Arabie saoudite parce qu'ils assistaient à un office religieux.

Comment le gouvernement belge évalue-t-il le statut juridique des chrétiens d'Arabie saoudite? Ceux-ci peuvent-ils acquérir la citoyenneté dans ce pays? Quelles directives notre ambassade à Riyad met-elle en œuvre concernant les Belges de religion chrétienne qui s'établissent en Arabie saoudite? Des Belges y ont-ils déjà été arrêtés en raison de leurs convictions religieuses? L'ambassade a-t-elle reçu des directives quant à l'attitude à adopter si elle devait être confrontée à pareille situation?

Si le gouvernement devait estimer que le régime saoudien viole systématiquement les droits des chrétiens, dénoncera-t-il cette situation auprès du Conseil des droits de l'homme à Genève? Quelle est la position de la Belgique à l'égard de l'interdiction de construire des églises en Arabie saoudite, sachant que le régime saoudien n'épargne ni efforts ni moyens financiers pour islamiser l'Occident par la construction de mosquées et le financement d'institutions musulmanes?

16.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Seuls les musulmans peuvent acquérir la nationalité saoudienne. Les Belges établis en Arabie saoudite connaissent les particularités de la société saoudienne et savent que l'accès aux villes de La Mecque et de Médine est interdit aux non-musulmans. Notre ambassade se tient à la disposition de nos compatriotes qui souhaitent être conseillés à cet égard. Aucun de nos compatriotes n'a jamais été arrêté dans ce pays pour ses convictions religieuses ou le port de signes religieux. Quelle que soit la cause de leur arrestation éventuelle, nos compatriotes peuvent toujours bénéficier d'une assistance consulaire.

La Belgique suit avec attention les nombreuses initiatives internationales tendant à promouvoir le dialogue interreligieux, parmi lesquelles l'initiative lancée par le roi d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud, qui consiste en un appel à la tolérance.

Au cours de l'*Universal Periodic Review* de l'Arabie saoudite réalisé en 2009, notre pays a abordé la question de la liberté de religion et a formulé des recommandations visant à prendre des mesures législatives interdisant toute discrimination sur la base de la religion.

Notre ambassade près le Saint-Siège sera attentive au déroulement du synode consacré aux chrétiens du Moyen-Orient, qui se tient à Rome du 10 au 24 octobre. Mon département suit également les recommandations de la résolution 2010 de la Chambre.

16.03 Alexandra Colen (VB): Une nouvelle fois, j'espère que nous serons attentifs non seulement aux paroles prononcées par les responsables de ce pays, mais également aux actes qui s'ensuivront. En matière de droits de l'homme, les Saoudiens se réfèrent volontiers à leur propre convention, le Traité du Caire, et ne se sentent pas liés par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'incident est clos.

17 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la ratification du Protocole optionnel au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" (n° 328)

17.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le 10 décembre 2008, le texte du Protocole optionnel au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies. La Belgique l'a signé en septembre 2009. Ce protocole prévoit un droit de plainte international en cas de violations des droits économiques, sociaux et culturels. Toutefois, cette procédure n'entrera en vigueur qu'après que dix pays au moins auront ratifié le protocole.

S'agit-il d'un traité mixte? Par quels parlements doit-il être ratifié? Qui joue le rôle directeur dans la gestion de ce dossier?

17.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le groupe de travail Traité mixte a déclaré le 21 octobre 2008 qu'il s'agit d'un traité mixte. Il doit être approuvé par la Chambre et le Sénat, par le Parlement flamand, par le Parlement wallon, par le Parlement de la Communauté française, par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, par l'Assemblée Réunie de la Commission Communautaire Commune et par le Parlement de la Communauté germanophone.

Le ministre des Affaires étrangères est compétent pour ce dossier, avec le ministre du Travail. Nous demandons régulièrement aux autres parlements de s'occuper des procédures de ratification.

L'incident est clos.

18 Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le contexte post-électoral au Rwanda et notamment la situation des ex-candidats aux élections" (n° 339)

18.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Nous vous avons écrit pour dénoncer l'assassinat du candidat Vert à l'élection présidentielle rwandaise, qui avait aussi été dénoncé par Human Rights Watch.

J'aurais également souhaité vous entendre sur le cas de Mme Victoire Ingabire, candidate aux élections, qui a été arrêtée et est toujours détenue dans des conditions déplorables, ainsi que sur celui de M. Bernard Ntaganda, président du Parti social, qui aurait été blessé et transporté à l'hôpital.

Nous avons bien reçu votre réponse et nous vous en remercions car tous les ministres n'ont pas répondu à nos courriers.

Vous aviez demandé que le Rwanda mette en place une commission pour clarifier la situation. Avez-vous de nouvelles informations à ce sujet?

18.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): J'apporte une grande attention à la situation politique au Rwanda.

Concernant le rédacteur en chef adjoint du bimensuel *Umuwugizi*, M. Jean-Léonard Rugambage, la police a arrêté deux suspects dès le lendemain de son meurtre le 24 juin dernier. Le premier a plaidé coupable, affirmant avoir, sur conseil du second, abattu le journaliste à qui il reprochait d'avoir tué des membres de sa famille pendant le génocide de 1994. Le second a nié toute responsabilité. Le procès est en cours. Le ministère public a requis la prison à perpétuité pour l'un et l'autre. Le jugement sera prononcé le 29 octobre.

En ce qui concerne Mme Victoire Ingabire, elle a été arrêtée le 14 octobre. Après une garde à vue de 72 heures, elle fait l'objet depuis le 18 octobre d'un mandat d'arrêt provisoire qui ne peut dépasser sept jours. Elle a été inculpée de collaboration avec une organisation terroriste, à savoir les FDLR, et de tentative de formation d'une milice. L'arrestation de Mme Ingabire ferait suite au témoignage d'un commandant des FDLR. La date de son procès n'est pas encore connue.

Mes services ont fait part à plusieurs reprises aux autorités rwandaises de mes préoccupations. Mon cabinet

a insisté auprès de l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles, le 15 octobre, pour que Mme Ingabire soit traitée correctement, et a plaidé pour une bonne communication dans cette affaire.

Au sujet de M. Rugambage, les autorités nient toute responsabilité et se réfèrent au procès en cours. Ces cas symboliques continueront à être suivis de près. J'ai fait part à l'ambassadeur du Rwanda de ma préoccupation quant à la situation de l'opposition dans son ensemble.

L'Union européenne suit également la situation et entretient un dialogue politique régulier avec le gouvernement rwandais.

18.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ces cas mettent en évidence un grave problème de liberté d'expression au Rwanda. J'en veux pour preuve le suivi qu'en font Amnesty International et Human Rights Watch.

L'incident est clos.

19 Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution de la situation d'Oussama Atar" (n° 336)

19.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je sais que vous suivez le dossier Atar. Par communiqué de presse le 9 octobre, vous avez indiqué avoir adressé plusieurs demandes aux autorités irakiennes. Il aurait reçu des visites de la Croix-Rouge et de notre ambassade à Amman. Pouvez-vous faire un point d'actualité sur cette question?

19.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Des contacts étroits sont maintenus en permanence avec les autorités irakiennes et les organismes humanitaires compétents pour suivre la situation de M. Atar.

19.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Merci.

L'incident est clos.

20 Questions jointes de

- **M. Bruno Tuybens** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la réaction de la présidence européenne à l'octroi du prix Nobel de la Paix à M. Liu Xiaobo" (n° 347)

- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude de la Belgique face au manque de fermeté de l'Union européenne en ce qui concerne le prix Nobel de la Paix" (n° 358)

20.01 Bruno Tuybens (sp.a): M.Liu Xiabo, qui s'est vu décerner le prix Nobel de la Paix début octobre, purge actuellement en Chine une peine d'emprisonnement de 11 ans pour avoir rédigé une charte en faveur d'un renforcement de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans son pays. Après l'annonce de l'attribution du prix Nobel à M. Xiaobo, la police chinoise a interdit à son épouse de s'adresser aux journalistes et a assigné cette dernière à résidence. Les émissions de CNN ont été brouillées et la Chine a menacé de reconsidérer ses relations avec la Norvège.

La tiédeur des réactions européennes n'a pas manqué de décevoir. À l'inverse du président des États-Unis, M. Barroso n'a pas exigé la remise en liberté immédiate de M. Xiaobo et d'aucuns ont même qualifié d'inopportun le calendrier de l'Académie Nobel en raison de l'importance des enjeux économiques. Les Européens accordent apparemment davantage d'importance à la réévaluation de la monnaie chinoise qu'à celle des droits de l'homme.

Quel est le point de vue du ministre? La présidence belge de l'Union européenne ou le gouvernement belge ont-ils pris contact avec les autorités chinoises pour les inciter à libérer le lauréat du prix Nobel de la Paix? Dans quelle situation se trouve son épouse? Notre pays condamnera-t-il ouvertement la censure de la presse? Comment réagit l'Union européenne à l'assignation à résidence de l'épouse de M. Liu Xiaobo?

Début octobre, des contacts bilatéraux ont eu lieu entre la Belgique et la Chine en marge du sommet de l'ASEM. Ces contacts visaient-ils uniquement la défense des intérêts économiques ou le gouvernement belge a-t-il également osé adopter des positions critiques en ce qui concerne les droits de l'homme?

20.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La Haute Représentante lady Ashton exprime les positions de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité communes. Le 8 octobre dernier, elle a félicité M. Xiaobo et a indiqué que la décision du comité du prix Nobel le confortait dans sa lutte pour une Chine démocratique respectant les règles d'un État de droit. J'appuie totalement cette déclaration, tout comme j'ai appuyé de précédentes déclarations de l'UE dénonçant la situation de M. Xiaobo.

Mme Liu Xia, l'épouse du prix Nobel, est actuellement assignée à résidence. Sa ligne téléphonique est coupée mais elle reste en contact avec le monde extérieur grâce à Twitter. Une délégation de l'UE a tenté de lui transmettre en personne les félicitations du président Barroso mais elle n'a pas eu accès à son domicile.

À l'occasion de sa rencontre avec son homologue chinois, le 6 octobre dernier, à l'occasion de l'attribution du prix Nobel, notre premier ministre a souligné le respect qu'il convient d'afficher pour les droits de l'homme et a demandé de faire usage sur le terrain des possibilités de dialogue et d'observer les droits individuels.

Notre pays définit sa politique des droits de l'homme en concertation avec ses partenaires européens

20.03 Bruno Tuybens (sp.a): Nous coordonnons en effet notre politique étrangère depuis le Traité de Lisbonne. Il est remarquable que le président Obama ait fait une déclaration en prime time alors que la lettre de M. Barroso n'a pas été ouvertement diffusée. Il est regrettable aussi que M. Van Rompuy ne se soit pas exprimé en prime time. Le signal aurait été important.

Les félicitations américaines ont été plus appuyées que les européennes. C'est dommage car les droits de l'homme doivent primer, même si des intérêts économiques sont en jeu.

20.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): En politique internationale, le résultat m'importe plus que le signal. Il peut être tentant d'émettre un signal mais souvent, il est plus judicieux et politiquement plus courageux de faire preuve d'un peu plus de discrétion mais d'obtenir des résultats. Ainsi, il est utile d'encourager les forces qui, dans la société chinoise, vont dans la bonne direction.

20.05 Bruno Tuybens (sp.a): À mes yeux, le respect des droits de l'homme constitue une absolue priorité et la Chine doit savoir que nous jugeons ces droits importants. J'espère que le ministre et moi-même poursuivons le même objectif, même si nous divergeons peut-être de vue à propos du signal qu'il convient de faire entendre.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 18 h 11.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.32 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het standpunt van de EU over Myanmar, de komende verkiezingen in Myanmar en de humanitaire situatie in dat land" (nr. 52)

- de heer **Philippe Blanchart** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de schendingen van de mensenrechten in Myanmar" (nr. 298)

01.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De Myanmarese junta wil eind dit jaar verkiezingen organiseren, waaraan de democratische partijen echter niet mogen deelnemen. Groot-Brittannië, Australië, Tsjechië, Hongarije, Slowakije, Nederland en Frankrijk hebben een resolutie ingediend om de VN-rapporteur voor Myanmar te steunen in zijn pleidooi voor de instelling van een VN-enquêtecommissie om de

oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid van dat regime te onderzoeken. België, dat namens de EU sprak, legde echter weinig moed aan de dag tijdens de bijeenkomst van de VN-Mensenrechtenraad, waarop de situatie in Myanmar werd besproken.

Daarnaast heb ik vastgesteld dat een Myanmarese generaal, tegen wie een visumverbod geldt, op de ASEM-top aanwezig was. Wat had die Myanmarese generaal tijdens een EU-Azië-top in België te zoeken?

Waarop wacht België, dat nu het EU-voorzitterschap waarneemt, om een dreigende toon aan te slaan tegen Myanmar? Zal u iets ondernemen opdat de EU de verkiezingen in Myanmar niet erkent, tenzij ze worden voorafgegaan door een dialoog met alle partijen en door de onvoorwaardelijke vrijlating van alle politieke gevangenen, onder wie Aung San Suu Kyi? Zullen de sancties tegen de junta verlengd worden?

Hoe staat u tegenover een uitbreiding van de economische sancties tot vreemde valuta, verzekeringen en herverzekeringen? In 2003 verboden de VS Myanmar de dollar nog te gebruiken voor transfers en transacties. Het militair regime gebruikt sindsdien de euro voor zijn internationale handelsactiviteiten. Vindt u het geen goed idee om de junta te verbieden nog langer de euro te gebruiken voor zijn transacties?

01.02 Philippe Blanchart (PS): De mensenrechtensituatie in Myanmar wordt nog elke dag erger. Een miljoen mensen zouden in eigen land op de vlucht zijn, en meer dan een miljoen mensen zouden naar andere landen in de regio gevlucht zijn.

Zoals het zich nu laat aanzien, zullen de komende verkiezingen, die op 7 november gepland zijn, allesbehalve democratisch verlopen. Oppositieleidster Aung San Suu Kyi heeft nog steeds huisarrest. Amnesty International en een aantal grote internationale organisaties roepen op tot de instelling van een internationale onderzoekscommissie. Wat is het Belgische standpunt hierover?

Zal België zich als EU-voorzitter officieel uitspreken over de resultaten van die verkiezingen? In het kader van de 8^{ste} EU-ASEAN-top in Brussel, op 4 en 5 oktober jongstleden, werd de Myanmarse junta er in een perscommuniqué toe opgeroepen vrije verkiezingen te houden en de politieke gevangenen vrij te laten, maar werd de mensenrechtensituatie ook concreet besproken?

Hoe staat u tegenover een verscherping van de sancties tegen de Myanmarse junta?

01.03 Minister Steven Vanackere (Frans): Het is niet zo dat België, een van de grondleggers van het Verdrag van Lissabon en vurig voorstander van de logica erachter, zich als huidig EU-voorzitter in naam van de Europese Unie moet uitspreken over onderwerpen zoals Myanmar. Het staat niet aan het roulerende voorzitterschap om dat te doen. U kunt mij ondervragen als lid van de Raad Algemene Zaken, die door Cathy Ashton wordt voorgezeten, maar u mag niet stellen dat ik als huidig voorzitter van de Raad Algemene Zaken - en niet van de Raad Buitenlandse Zaken - geacht word verklaringen af te leggen in naam van de Europese Unie.

Natuurlijk voel ik mij aangesproken om mij hierover uit te spreken, maar niet in naam van de Europese Unie. Ik ben mij bewust van de ernst van de politieke en humanitaire situatie in Myanmar. België spant zich uiteraard in om de aandacht van de Europese Unie gevestigd te houden op de situatie in het land, in het kader dat door het Verdrag van Lissabon wordt gevormd.

We moeten erkennen dat de economische invloed van de Europese Unie op Myanmar vrij beperkt is. Het zijn vooral China, India en Thailand, maar ook ASEAN, die de echte hefboomen voor verandering in handen hebben. Daarom breng ik telkens tijdens besprekingen met mijn collega's uit de regio de situatie in Myanmar ter sprake.

Tijdens de ASEM-top ontmoette ik geen vertegenwoordigers van Myanmar. De situatie in Myanmar kwam wel aan bod tijdens de lunch met de staats- en regeringsleiders en er wordt eveneens naar verwezen in de slottoespraak.

In beginsel erkent België de verdiensten van een bijzondere VN-onderzoekscommissie naar de oorlogsmisdaden of de misdaden tegen de mensheid in Myanmar. Maar, net zoals andere Europese

partners, is ons land van oordeel dat, wanneer men overweegt zo een commissie op te richten, met bepaalde omstandigheden rekening moet worden gehouden. Zo zijn er de verkiezingen op 7 november, al is het overduidelijk dat die niet volgens de Europese standaard zullen verlopen. De Europese Unie heeft overigens een duidelijke oproep gericht aan het Myanmarse regime om maatregelen te nemen met het oog op de organisatie van vrije, 'inclusieve' en transparante verkiezingen.

De Belgische diplomatie sluit zich aan bij het Europese standpunt dat wordt toegelicht in de besluiten van de Raad Buitenlandse Zaken van april 2010, namelijk dat de Europese Unie zich klaar houdt om de sancties te herzien, te amenderen of te verscherpen in het licht van de ontwikkelingen op het terrein.

Laten we de verkiezingen van 7 november afwachten en daarna conclusies trekken.

01.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Zelfs bij een roulerend voorzitterschap is het België dat het woord neemt bij de VN. De Belgische vertegenwoordiger begon zijn uiteenzetting met de woorden: "Namens de Europese Unie". Dat betekent dat hij namens de zevenentwintig lidstaten spreekt.

01.05 Minister Steven Vanackere (*Frans*): Wanneer de Europese Unie zich tot de Verenigde Naties richt, doet zij dat onder de verantwoordelijkheid van Herman Van Rompuy of Catherine Ashton. Voor bepaalde onderwerpen leest de Belgische vertegenwoordiger de tekst voor die opgesteld werd door de diensten van mevrouw Ashton. De lidstaat is daarom niet verantwoordelijk voor de inhoud van de voorgelezen tekst. De verklaringen worden dus afgelegd namens mevrouw Ashton en niet namens België.

01.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Laten we er geen doekjes om winden: we kunnen het standpunt van de Unie bijsturen indien we dat wensen. En dat vragen we u al maanden.

Het geeft een ongemakkelijk gevoel dat men tijdens de ASEM-top blijkbaar fier naast die generaal poseert. Ik ben beschaamd over mijn land! Als er iets is dat we moeten doen, dan is het wel de toegang tot ons grondgebied ontzeggen aan zo een persoon, die de vertegenwoordiger is van een perverse regering die op geen enkele manier de afspiegeling is van de keuze van het volk.

De aangenomen kieswetten staan democratische en transparante verkiezingen de facto in de weg.

01.07 Philippe Blanchart (PS): De basisbeginselen van het Verdrag van Lissabon moeten worden gerespecteerd. We vroegen dan wel niet dat u zich over de zaak zou uitspreken, maar het zou toch interessant zijn geweest dat er invloed kon worden uitgeoefend op de demarches van Cathy Ashton. Heeft zij u van haar demarches verslag gedaan?

Het verheugt ons dat u de kwestie-Myanmar bij elke ontmoeting met de buurlanden ter sprake brengt. Wat de protocollaire foto tijdens de ASEM-top betreft, blijft het bedenkelijk dat u met een dictator op de foto moet.

Er hadden concrete maatregelen moeten worden genomen vóór de verkiezingen.

De **voorzitter**: Tenzij ik me vergis, geldt er, terecht of ten onrechte, geen Europees inreisverbod tegen leden van de Myanmarse junta.

Voor de VN geldt er een gelijksoortige regeling. De Amerikanen laten Fidel Castro toe tot hun grondgebied, maar dit betekent niet dat ze hem een visum uitreiken voor een vakantie in Californië. Ze zijn ook gebonden door een zetelakkoord. Zelfs tijdens de oorlog in Vietnam konden de Vietnamese leiders naar New York reizen.

Toen we in 2003 de herziene genocidewet goedkeurden, werd er een amendement aan toegevoegd, waarin bepaald wordt dat wanneer het Europees Parlement of een Europese instelling een prominente figuur uitnodigt om hem te ondervragen of te horen, ons land die persoon een vrijgeleide en een visum moet uitreiken zodat hij voor het Europees Parlement of een EU-instelling kan komen getuigen, ook al werd de betrokkene in België in verdenking gesteld.

Mijnheer de minister, verbeter me als ik me vergis.

01.08 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Dat klopt, mijnheer de voorzitter. België trad als gastheer op voor de top, maar er moet zeker de nodige toelichting gegeven worden in verband met de verantwoordelijkheid van ons land in dat verband.

01.09 **Philippe Blanchart** (PS): Mijnheer de voorzitter, ik dank u voor uw zeer heldere uitleg hierover. Zonder de heer Vanackere te willen afvallen, wil ik toch onderstrepen dat de symbolische implicaties van die situatie moeilijk te dragen zijn. Het is alsof ik in een protocollair kader op de foto zou staan naast de heer Le Pen.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het nieuwe strategische concept van de NAVO" (nr. 121)

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de uitspraken van de NAVO-secretaris-generaal, het nieuwe strategische concept van de NAVO en het standpunt van België ter zake" (nr. 340)

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de aanwezigheid van en demonstraties door activisten van Bomspotting te Kleine Brogel en de houding die ons land aanneemt inzake nucleaire ontwapening" (nr. 170)

02.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): De voorzitter heeft aangekondigd dat we over dit onderwerp op 17 november kunnen debatteren, maar dan *fabula acta est*. Ik heb eind september een debat gevraagd, dat bij voorkeur zou plaatsvinden vóór de ministeriële bijeenkomst van 14 oktober, waar de NAVO-top van 20 november in de plooi is gevallen.

Ik betreurt dat de vergadering van 17 november puur informatief zal zijn. Het gaat nochtans om een belangrijke aangelegenheid en we hebben een regering van lopende zaken. De Nederlandse minister Verhagen daarentegen - ook in een regering van lopende zaken - heeft op 5 oktober de Kamer een geannoteerde agenda bezorgd die gedetailleerd uitlegt wat het standpunt van de Nederlandse regering zal zijn bij elk van de belangrijke thema's op die ministeriële bijeenkomst.

Omdat we geen debat kregen, hebben we op 4 oktober vragen ingediend. We kunnen die pas vandaag, dus na de ministeriële bijeenkomst, stellen.

Ik had van de minister een grotere parlementair-democratische reflex verwacht. Als minister in lopende zaken heeft hij meer nog dan anders enige parlementaire rugdekking nodig.

De **voorzitter**: De bewuste datum is mij vanmorgen op de Conferentie van voorzitters als voldongen feit voorgesteld door de regering. Ik kan de regering morgenochtend dagvaarden, maar dan moeten de leden mij allemaal steunen.

02.02 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): De verwijten waren niet gericht aan de voorzitter. Andere regeringen van lopende zaken brengen meer respect op voor hun parlement.

Misschien nog de volgende suggestie: het is wellicht interessant dat we relevante documenten op voorhand zouden krijgen, aangezien we dan in de vergadering zelf sneller ter zake kunnen komen. Deze ochtend heeft minister De Crem zich grotendeels verscholen achter het zogeheten NAVO-geheim over het strategisch concept. Ik hoop hier dan ook op een aantal antwoorden.

Wat is er in het voorontwerp van het strategisch concept beslist over de eventuele afschaffing van de consensusregel binnen de NAVO? De NAVO overweegt om ook een civiele capaciteit te ontwikkelen. Hoe staat het daarmee? Wordt er in het hele veiligheidsconcept ook rekening gehouden met Rusland? Kan de minister iets meer zeggen over het wapenschild? Op mijn technische vragen aan de minister van Defensie

heb ik vanochtend geen antwoorden gekregen. Wat is de kostprijs daarvan? In welke verhouding staat dit tot het Theater Missile Defense?

Is er een kader dat de nodige beperkingen bepaalt voor out of area-operaties? Mijn fractie is immers zeer beducht voor een rol van de NAVO als politiemans van de wereld in dienst van de Amerikaanse belangen. Zal de NAVO haar nucleaire strategie fundamenteel herzien?

België heeft samen met een vijftal andere landen in een brief aan de NAVO verzocht om meer openheid over de wapens in Kleine Brogel. Is een terugtrekking van de tactische kernwapens uit Kleine Brogel mogelijk zonder een unaniem akkoord van de NAVO-partners? Maakt het strategisch concept zo iets bespreekbaar?

02.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Hoe reageert België op het voornemen van de secretaris-generaal van de NAVO om de nucleaire wapenwedloop nieuw leven in te blazen, terwijl men sinds enkele maanden net pleit voor een nucleaire ontwapening? Wat is uw reactie op de besprekingen over de uitbreiding van de NAVO tot Japan en Australië? Gaat men het verdrag hier niet te buiten? Verdedigt u de uitslatingen van de heer Rasmussen die offensiever van toon zijn dan de basisteksten van de NAVO? Na de ramp die Haïti trof, hebben velen onder ons zich uitgesproken voor de oprichting van een civiele interventiemacht op Europees niveau. Druisen de uitslatingen van de heer Rasmussen niet in tegen dit voornemen?

02.04 Minister Steven Vanackere (*Frans*): Er zijn enkele vragen bij gekomen.

(*Nederlands*) Het ontwerp van strategisch concept van de NAVO strookt met de Belgische visie op de NAVO. De voornaamste Belgische prioriteiten zijn daarin duidelijk aanwezig. Op de Noord-Atlantische Raad van 14 oktober heeft België benadrukt dat de NAVO een politiek-militaire organisatie moet blijven. Ook een goede samenwerking tussen de EU en de NAVO is voor ons land prioritair. België steunt de nuloptie als einddoel in een wereld die vrij moet zijn van nucleaire wapens. Ook voor de NAVO is daar een rol weggelegd. Met de brief aan secretaris-generaal Rasmussen, die België mee heeft ondertekend, wordt rekening gehouden in het ontwerp van strategisch concept van de NAVO. Deze thema's zijn inmiddels ook geagendeerd op de relevante NAVO-Rusland-bijeenkomst.

(*Frans*) Met betrekking tot de algemene benadering is men het erover eens dat de NAVO in haar strategische reflectie alle dimensies van de aanpak van crisissituaties in aanmerking moet nemen, zonder daarom voor alle mogelijke aspecten een civiele capaciteit op te bouwen; wat dat betreft, kan er met andere internationale organisaties worden samengewerkt.

Het is naar mijn mening helemaal niet tegenstrijdig te oordelen dat er met betrekking tot een aantal wereldproblemen niet met een louter militaire strategie mag worden gewerkt, maar dat de NAVO daarom nog niet per se zelf over civiele instrumenten moet beschikken.

Ik zie evenmin een contradictie ten opzichte van ons streven om tijdens het Belgische EU-voorzitterschap vooruitgang te boeken inzake de aanpak van rampen en crisissituaties, door onze complementariteit beter te laten spelen.

In verband met Australië en Japan benadrukten de NAVO-lidstaten dat de NAVO haar samenwerkingsverbanden met die twee landen moet consolideren. Ik herinner eraan dat enkel landen uit de Euro-Atlantische regio krachtens het Verdrag van Washington tot de NAVO kunnen toetreden.

De instandhouding van de militaire capaciteit in de legers van de NAVO-lidstaten is een kwestie die tot de bevoegdheid van de minister van Landsverdediging behoort.

Het ontwerp van strategisch concept dat de secretaris-generaal voorgesteld heeft, staat niet haaks op het voornemen van de Europese Unie om een civiele interventiemacht te ontwikkelen, integendeel zelfs.

(*Nederlands*) Van een afschaffing van de consensusregel is geen sprake.

Wat de civiele capaciteit betreft, is het vooral nodig om te beseffen dat die soms vereist is, vandaar de nood aan een echt partnerschap.

Inzake de relaties met Rusland is België er duidelijk voorstander van om in een nieuwe analyse dit land veel meer te beschouwen als een partner dan als een bedreiging.

Over het wapenschild is er nog geen definitief besluit. België heeft inderdaad gevraagd om verduidelijking over de financiële implicaties, omdat wij een beslissing willen kunnen nemen met kennis van zaken. Bovendien moet het wapenschild volgens ons net een gelegenheid zijn tot meer 'partenariaat' met Rusland en moeten wij het land betrekken bij onze reflecties.

De discussie over een fundamentele herzieningen van de nucleaire strategie is nog niet afgerond. Wel heeft secretaris-generaal Rasmussen gezegd dat, zolang er nucleaire dreiging bestaat, het niet wijs zou zijn van de NAVO om geen nucleaire activiteit te willen.

(Frans) Wanneer de heer Rasmussen inging op het nucleaire hoofdstuk van de strategie, voegde hij er steeds aan toe dat dit luik enkel geldt zolang we in een wereld met kernwapens leven. Zijn uitspraken waren dus niet offensief bedoeld.

(Nederlands) Wat de tactische nucleaire wapens betreft, heb ik oprecht het gevoel dat er rekening is gehouden met het initiatief van die vijf landen, maar wij zullen daar in Lissabon ongetwijfeld nog op terugkomen.

(Frans) Mevrouw Boulet, tijdens de debatten bij de Verenigde Naties heeft België, namens de Europese Unie, herhaald dat het de tijdens de herzieningsconferentie met betrekking tot het Verdrag inzake de non-proliferatie van kernwapens in mei 2010 goedgekeurde aanbevelingen steunt. Die aanbevelingen bepalen onder meer dat de verdragsluitende Staten zich ten doel stellen vrede en veiligheid te brengen in een kernwapenvrije wereld.

De Belgische regering is voorstander van een kernwapenvrije wereld, maar initiatieven op dat stuk moeten in een multilateraal kader passen. Bovendien moet het juiste evenwicht behouden blijven tussen afschrikking en ontwapening. Dat evenwicht vindt men in het document van de heer Rasmussen. Bijgevolg maakt ontwapening deel uit van de logica in de door de heer Rasmussen voorgestelde nota, die hij ons waarschijnlijk zal voorleggen op onze vergadering in Lissabon.

02.05 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het zou mooi zijn als wij enkele dagen voor het debat hierover zo veel mogelijk informatie zouden krijgen zodat wij ons grondig kunnen voorbereiden. Minister Vanackere heeft vandaag in ieder geval meer informatie gegeven, zelfs over de militaire aspecten, dan minister De Crem.

02.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): U geeft ons inderdaad meer antwoorden dan uw collega van Landsverdediging. Het is zelfs moeilijk sereen met hem van gedachten te wisselen!

Tijdens het debat op 17 november zal ik ingaan op diverse aspecten van de uitbreiding. Ik ben het eens met het standpunt dat u verdedigt. We moeten nauwlettend toezien op het versterkte samenwerkingsverband dat we met bepaalde landen zouden sluiten. Onze contacten met onder andere Rusland verlopen al moeilijk genoeg, zonder dat we nog bijkomende spanningen moeten creëren.

De uitspraak van de heer Rasmussen over de noodzaak voor de NAVO om een civiele capaciteit te ontwikkelen wekt onze interesse, omdat dit ons ertoe aanzet na te denken over een politieke macht, die dan zou worden belichaamd door de VN of de EU, met de NAVO als gewapende militaire arm. Naar mijn mening hoort de NAVO geen politiek beslissingscentrum te zijn.

Wat de nucleaire ontwapening betreft, stellen we vast dat de heer Rasmussen een benadering bepleit die tegengesteld is aan de aanpak die voorgestaan wordt door België en de andere landen, die eerder gewonnen zijn voor verdere ontwapening en nucleaire afschrikking.

03 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse

Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Europese Dienst voor extern optreden" (nr. 186)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Ondanks de problemen bij de oprichting van de Europese Dienst voor extern optreden (EDEO) en de aanpassingen die dit meebrengt, mogen we hopen dat deze nieuwe dienst zal bijdragen tot het formuleren van duidelijke gemeenschappelijke standpunten over de talrijke uitdagingen op internationaal vlak waaraan het hoofd moet worden geboden.

Een aantal diplomaten, onder wie twee Belgen, werden benoemd om bij de EDEO aan de slag te gaan. Hoe zijn die benoemingen in hun werk gegaan? De pers liet doorschemeren dat er heel wat gelobbyd werd door de Franse, Britse en Duitse diplomatie om hun diplomaten aan een benoeming te helpen. Heeft België dit ook gedaan? Hoe zullen de werkzaamheden van de Europese diplomatie op het Belgische niveau worden gevolgd?

Het streefcijfer van 50 procent vrouwelijke diplomaten wordt in de traditionele diplomatie niet bereikt. Is België van plan om deze kwestie met de hoge vertegenwoordiger te bespreken?

Welke gevolgen heeft de oprichting van de dienst voor de Belgische vertegenwoordigingen in het buitenland? Werd er hierover nagedacht?

In welke mate zal de EDEO invloed uitoefenen op het Europees beleid? Hoe komt het dat de Unie zoveel moeite heeft om als één politiek orgaan naar buiten te treden?

03.02 Minister Steven Vanackere (Frans): De selectieprocedure met het oog op de benoemingen bij de Europese Dienst voor extern optreden (EDEO) moet transparant zijn en uitgaan van de verdiensten van de kandidaten, en tegelijkertijd moet er een zeker evenwicht op geografisch vlak alsook een correcte verhouding tussen mannen en vrouwen worden beoogd; volgens mij zou er bovendien een evenwicht tussen diplomaten van de lidstaten, de Commissie en de Raad moeten worden nagestreefd. Bij de Commissie en de Raad is er sprake van een Belgische oververtegenwoordiging.

De bij de EDEO gedetacheerde diplomaten van de lidstaten zullen het buitenlandse beleid van de Unie mee vorm kunnen geven en zullen ervaring kunnen opdoen die achteraf dienstig zal zijn voor hun nationale overheid. We brengen de kwaliteiten van onze diplomaten discreet onder de aandacht.

De ongelijke verdeling van de eerste benoemingen over mannen en vrouwen spruit voort uit de wanverhouding bij de kandidaturen. Mevrouw Ashton is zeer gevoelig voor die problematiek en zal er alles aan doen om een goed evenwicht te bereiken. Nu pas hebben wij eindelijk het punt bereikt waarop er bij de kandidaten die geslaagd zijn voor het Belgische diplomatenexamen bijna een evenwicht is tussen mannen en vrouwen.

Het is nog te vroeg om te zeggen dat de oprichting van de EDEO zal leiden tot de sluiting van Belgische diplomatieke posten. Ten eerste zal die dienst geleidelijk aan groeien; tegen het einde van het begrotingsjaar 2011 zal de dienst maar een 25-tal ambtenaren van niveau A tellen - we bevinden ons dus in de inrijperiode. De bilaterale ambassades zullen nog geruime tijd een eigen taak hebben inzake de verdediging van de specifieke belangen van het land.

We moeten nu en dan ons net van diplomatieke posten herbekijken en nagaan hoe we het geld van de belastingbetaler efficiënter kunnen besteden. Ik denk echter niet dat de oprichting van de Europese Dienst voor extern optreden de hoofdreden van die evaluatie zal zijn.

De nationale diplomatie zal een belangrijke rol blijven spelen, ook na de oprichting van de Europese Dienst voor extern optreden.

We waren uiteraard teleurgesteld door de uitslag van de stemming tijdens de Algemene Vergadering van de VN van 14 september. Het was een procedurele stemming die leidde tot het uitstel van de bespreking ten gronde. De resolutie werd op de valreep nog gewijzigd, en sommigen vreesden dat het statuut dat zou

worden toegekend aan de EU, als precedent zou dienen voor andere regionale organisaties.

De EU wil een strategie ontwikkelen om de kwestie opnieuw op de agenda van de VN te plaatsen. Dit vereist een analyse van de redenen die hebben geleid tot die negatieve stemming en een intensivering van de diplomatieke contacten. Tijdens dergelijke contacten waaraan ik in september heb deelgenomen, heb ik kunnen vernemen dat de meeste van mijn gesprekspartners in wezen niet gekant zijn tegen het idee om de EU via documenten een ruimer spreekrecht en een grotere inbreng toe te kennen.

03.03 Christian Brotcorne (cdH): Het zou interessant zijn dat de EU met één stem zou kunnen spreken, omdat dit het Europese project op het internationale niveau meer geloofwaardigheid verleent. Ook al hebben de individuele landen op het niveau van de Algemene Vergadering van de VN de overhand, toch moeten we ervoor blijven ijveren dat de EU er zich kan uitspreken als een eenheid. Dit zou de EU ertoe dwingen de internationale en mondiale bijeenkomsten voor te bereiden, omdat ze daar dan met één stem zou moeten spreken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de ratificatie van IAO-conventie 169" (nr. 218)

04.01 Philippe Blanchart (PS): De conventies 169 en 107 van de Internationale Arbeidsorganisatie (ILO) aangaande de rechten van inheemse en in stamverband levende volkeren zijn de enige juridische instrumenten die door de internationale gemeenschap werden aangenomen met betrekking tot de rechten van die volkeren. Deze conventies werden slechts door een twintigtal landen bekrachtigd. België heeft dat vooralsnog niet gedaan. Waarom niet?

04.02 Minister Steven Vanackere (Frans): De ILO-conventies worden vaak met veel vertraging bekrachtigd. Aangezien het om conventies over inheemse volkeren en stammen gaat en de definitie daarvan bovendien erg vaag is, kan België moeilijk aanvaarden dat het stricto sensu zijn grenzen zou openstellen voor deze volkeren. Veel landen hebben al te kennen gegeven dat deze conventie niet op hun grondgebied van toepassing is. Aangezien deze conventies niet dringend en evenmin van essentieel belang zijn voor ons land, hebben we niets ondernomen om de ratificatie ervan te versnellen.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Dirk Van der Maelen aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie-en asielbeleid, over "de toezeggingen van de regering met betrekking tot de herschikking van het Belgische contingent in Afghanistan" (nr. 245)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toezeggingen van de regering met betrekking tot de herschikking van het Belgische contingent in Afghanistan" (nr. 246)
- de heer Wouter De Vriendt aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie-en asielbeleid, over "verschuivingen in het Belgische contingent in Afghanistan" (nr. 248)
- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "verschuivingen in het Belgische contingent in Afghanistan" (nr. 249)

05.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik moet mij – opnieuw – tot de minister van Buitenlandse Zaken richten, omdat de minister van Defensie niet op mijn vragen heeft geantwoord. Ik vroeg hem of het klopt dat de bijkomende troepen die ons land naar Afghanistan stuurt, niet op het terrein gaan en ook of er een evaluatie beschikbaar is van de resultaten van de tot op heden uitgevoerde inspanningen om te komen tot een Afghaans leger. Daarnaast wilde ik met hem debatteren over de zin en onzin van de opleiding van een Afghaanse veiligheidsmacht van 400.000 manschappen.

Onze regering gaat zomaar onmiddellijk in op de vraag van generaal Petraeus om onze inspanningen te verhogen. Als ISAF met 150.000 goedopgeleide militairen er al niet in slaagt de taliban te verslaan, hoe kunnen de Afghaanse militairen daar dan ooit in slagen? Hun niveau zou bedroevend zijn en bovendien zou de etnische verbondenheid van de Afghaanse troepen veel groter zijn dan de trouw aan de staat.

Hoeveel procent van het Afghaans budget gaat zo een veiligheidsmacht opslorpen? Is er geen probleem om zo'n grote capaciteit in handen te geven van het regime-Karzai, waarvan iedereen zegt dat het corrupt is? Wat zal er gebeuren als die grote gewapende veiligheidsmacht uit mekaar zou vallen, waardoor er een nooit geziene burgeroorlog zou ontstaan?

Om al deze zaken maak ik mij ongerust en ik vraag mij af of de regering daarover wel goed heeft nagedacht.

Het verbaast mij trouwens dat de regering die beslissing neemt op het moment dat er overal in de wereld vragen worden gesteld bij de Afghaanse operatie en dat de Amerikanen, Britten en president Karzai zouden praten met de taliban. Onze regering had zich toch makkelijk kunnen verschuilen achter de huidige politieke situatie.

05.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ons antwoord aan generaal Petraeus ligt geheel binnen de logica van een reeds eerder genomen beslissing van april 2010 toen de regering nog niet in lopende zaken was. Ik antwoord ook in naam van de eerste minister, maar ik antwoord niet in de plaats van minister De Crem.

Op 13 oktober heeft de eerste minister samen met de minister van Defensie en mezelf generaal Petraeus ontvangen in het kader van het verzoek van de opperbevelhebber om de nood aan verhoogde trainingscapaciteit van ISAF in te vullen. De opperbevelhebber drukte de hoop uit dat ons land bijkomende trainers zou kunnen leveren. Ik heb benadrukt dat een regering van lopende zaken alleen binnen de perken van reeds genomen beslissingen kan blijven, in dit geval binnen het plafond van 626 manschappen tot eind 2011. Binnen dat kader zullen wij acht bijkomende luchtmachtinstructeurs naar Kabul en Kandahar sturen evenals acht bijkomende luchtmachtinstructeurs voor het opleiden van een Mongools bataljon.

Deze verdere verhoging van trainers past in de transitiestrategie, zoals overeengekomen door de internationale gemeenschap in de conferenties in Londen en Kabul. Op 12 oktober onderstreepte de VN-Veiligheidsraad unaniem in een resolutie ter verlenging van het ISAF-mandaat het belang van de transitie, zodat Afghaanse strijdkrachten op termijn alle veiligheidstaken zelf in handen kunnen nemen.

De versterking van de trainingscomponent wordt onderschreven door de internationale gemeenschap. Het is niet de bedoeling de instructeurs later opnieuw door operationele manschappen te vervangen. Het operationele gedeelte zal steeds meer afnemen, al naargelang men ons meer instructeurs vraagt.

05.03 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik ben er zelf nog niet uit of ik voor of tegen afghanisering ben. Welke operationele capaciteit zal eigenlijk het eerst worden afgestoten? Ik suggereer dat de F16's best eerst zouden worden teruggehaald, daarna onze OMLT in Kunduz en tot slot de operatie in Kabul.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de aanpak van de giframp in Hongarije" (nr. 255)**

06.01 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Op 7 oktober heeft Hongarije officieel de hulp ingeroepen van de Europese civiele bescherming om de gevolgen van de giframp aan te pakken. Deze ramp bewijst dat de milieuaansprakelijkheidsrichtlijn en de richtlijn mijnbouwafval niet voldoende sterk zijn.

Waarom werd er nog geen gecoördineerde actie ondernomen om het gat in de muur te dichten en de muur te verstevigen om een nieuwe ramp te voorkomen? Europa moet in staat zijn om technische en logistieke steun te bieden bij rampen. Het Verdrag van Lissabon bevat immers een solidariteitsclausule.

Heeft ons land een steunvraag gekregen? Wil en kan ons land steun bieden? Zo ja, welke? Wordt de solidariteitsclausule in werking gesteld? Welk gecoördineerd antwoord zal de EU op de steunvraag geven?

Wanneer komt de ramp op de agenda van de Europese ministerraden? Wat gebeurt er nu al?

06.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Na de giframp op 4 oktober deed Hongarije een beroep op het *European Civil Protection Mechanism*, dat gecoördineerd wordt door het *Monitoring and Information Centre* van de Europese Commissie. Dit mechanisme stroomlijnt de hulpverlening bij rampen binnen en buiten Europa.

Hongarije vroeg alleen expertise inzake toxische rampen en kreeg van tien landen een antwoord, waaronder België. Uiteindelijk werden vijf experts, waaronder een Belgische bodemdeskundige, geselecteerd, die sinds 9 oktober de Hongaarse autoriteiten ondersteunen. Het team zal de giframp analyseren en een advies formuleren inzake de mogelijke maatregelen.

Daarnaast stuurde de Wereldgezondheidsorganisatie een team van deskundigen naar Hongarije om de gezondheidsrisico's van de ramp te onderzoeken. Verdere Belgische hulp kan als Hongarije daarom vraagt.

De Europese instellingen en het Belgische EU-voorzitterschap blijven de situatie op de voet volgen. Het bezoek van Annemie Turtelboom en de Europese commissaris voor Crisisbestrijding kadert daarin. De commissaris heeft daar extra hulp aangeboden onder de vorm van machines, materiaal en voertuigen. Het bezoek gaf een goed beeld van de inspanningen van de Hongaarse overheid, maar maakte ook duidelijk dat er nog veel werk aan de winkel is.

Europa kijkt ook uit naar de *draft paper* die de EC begin november 2010 zou indienen over hoe de EU nog beter kan inspelen op crisissituaties, en hoe zij haar complementariteit nog beter kan uitspelen. Op de Raad Algemene Zaken in november zullen we aangeven dat dit voor ons een belangrijk punt is. We proberen ook een aantal lidstaten van hun koudwatervrees af te helpen door duidelijk te maken dat er geen nieuw instituut nodig is, maar dat het vooral gaat om een betere afstemming van de inspanningen en een betere toepassing van een aantal best practices.

De solidariteitsclausule werd niet in werking gesteld om de eenvoudige reden dat Hongarije daar niet om gevraagd heeft.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de publicatie door een Oegandese krant van een lijst met namen, adressen en foto's van holebi's" (nr. 256)

- de heer Bruno Tuybens aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de holebi-haat in Oeganda, in media, politiek en wetgeving" (nr. 348)

- mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toenemende homofobie in Sub-Sahara Afrika en Noord-Afrika en de respons van het Belgisch buitenlands beleid ter zake" (nr. 357)

07.01 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Op 5 oktober 2010 publiceerde de Oegandese krant *Rolling Stone* de gegevens van 100 invloedrijke homo's met de boodschap 'Hang ze op!'. Dergelijke haatcampagnes zijn in landen waar nog helemaal geen sprake is van de maatschappelijke aanvaarding van holebi's, onduelbaar. Holebi's moeten er ronduit voor hun leven vrezen.

Veroordeelt de minister de bewuste publicatie en heeft hij dat ook aan zijn Oegandese ambtsgeenoot laten weten? Zal de minister tijdens het EU-voorzitterschap een signaal geven dat België een voortrekkersrol wil spelen in de decriminalisering en acceptatie van homoseksualiteit in homofobe landen?

07.02 Bruno Tuybens (sp.a): De homohaat is met de publicatie van het artikel in *Rolling Stone* tot een pijnlijk hoogtepunt gekomen in Oeganda. Homo's worden in dat land met de dood bedreigd. Homohaat is in Oeganda niet nieuw, maar er is een opbod bezig tussen de verschillende media en religieuze leiders. Ook op politiek en wettelijk vlak wordt de discriminatie opgevoerd en in de wet verankerd. Pas na zware internationale druk heeft president Museveni een wetsvoorstel laten varen dat bepaalde dat holebi's levenslang of zelfs de doodstraf konden krijgen.

Wat is het standpunt van de minister over de holebi-discriminatie in Oeganda? Heeft de minister sinds bovenvermelde publicatie iets ondernomen? Welke garanties zal de minister de Oegandese leiders vragen over de veiligheid van holebi's op de EU-Africa Summit in november?

07.03 Nahima Lanjri (CD&V): Met een zekere regelmaat werden we het afgelopen jaar geconfronteerd met berichten over homohaat in meerdere Afrikaanse landen. Heel wat van deze landen zijn partnerlanden van België. Het gaat hierbij om allerlei bedreigende wetgevende initiatieven. Nog beangstigender is het fenomeen van de corrigerende verkrachtingen en het feit dat een grimmige sfeer tegen homo's en lesbiennes wordt aangewakkerd. Tolerantie is nochtans een cruciale voorwaarde om te komen tot een stabiele samenleving.

Krijgt de strijd tegen onverdraagzaamheid, specifiek ten aanzien van homoseksuelen, wel voldoende aandacht in het Belgische buitenlands en ontwikkelingsbeleid? Er is langdurig ondersteunend beleid nodig in die landen om tot een mentaliteitswijziging te komen. Ons land zelf heeft op dat vlak ook een lange weg moeten afleggen.

Welke acties kan de EU ondernemen? De EU is een van de belangrijkste donoren van de Sub-Sahara en is ook erg actief via de *Neighbourhood Policy*.

07.04 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Ik veroordeel ten eerste deze onrustwekkende ontwikkeling in Oeganda. Het thema kwam vorige week aan bod binnen de plaatselijke EU-mensenrechtenwerkgroep in Kampala. Er werd besloten om de betrokken mensenrechtenverdedigers en LGBT-activisten (lesbian, gay, bisexual and transsexual) te contacteren en samen met hen een strategie uit te werken en op te volgen. De groep zal ook de inspecteur-generaal van de politie interpellieren over de onderkop van de titel die oproept tot het ophangen van homo's, wat uiteraard strafbaar is in dat land. Onze ambassade volgt de toestand op de voet.

Sinds de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon is mevrouw Ashton bevoegd voor het buitenlands beleid, inclusief de bevordering en bescherming van de mensenrechten in de wereld. We hebben, wat dat betreft, dus geen voorzitterschap meer. België werkt wel samen met de Commissie en het raadssecretariaat in een joint team. In dat verband bereiden wij ook de EU-Afrika-top mee voor, waar raadsvoorzitter Van Rompuy de EU zal vertegenwoordigen. België steunt resoluut het optreden van de EU inzake de strijd tegen alle vormen van discriminatie op grond van seksuele geaardheid en gender-identiteit, ook tegen de meest ernstige vormen zoals de criminalisering van homoseksualiteit.

De EU keurde in juni de LGBT-toolkit goed, die ter beschikking wordt gesteld van alle instellingen en EU-lidstaten, alsook van hun delegaties, vertegenwoordigingen en ambassades. Het gaat om een reeks operationele instrumenten die moeten helpen de schendingen van de mensenrechten van holebi's te voorkomen en er ook op te reageren. Mijn diensten hebben deze tekst naar alle ambassades gestuurd.

België en de andere EU-landen hebben ook de aanzet gegeven en bijgedragen tot de organisatie van een side event in september, met als thema '*Ending violence and criminal sanctions on the basis of sexual orientation and gender identity*', in de marge van de 15^e zitting van de Mensenrechtenraad in Genève.

07.05 Eva Brems (Ecolo-Groen!): België moet binnen de Europese context expliciet de boodschap geven dat het in deze een voortrekkersrol wil vervullen.

07.06 Bruno Tuybens (sp.a): Het zou interessant zijn om parlementsleden uit andere Afrikaanse landen uit

te nodigen om hierover van gedachten te wisselen.

07.07 Nahima Lanjri (CD&V): Het zal een proces van lange duur zijn, want het gaat om diepgewortelde opvattingen. Dat bleek ook uit een recent onderzoek dat gevoerd werd in april 2010 over '*Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*'. Het Belgisch beleid in het buitenland moet hiervoor blijvend aandacht hebben. Een initiatief als de toolkit verheugt mij.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een evaluatie van het respect voor de mensenrechten in Kazachstan in het licht van de OVSE-top op 1 en 2 december" (nr. 257)

08.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Op 1 en 2 december vindt in Astana een OVSE-top plaats. Kazachstan werd gecontesteerd als voorzitter en beloofde respect voor de mensenrechten, in het bijzonder de rechten van gedetineerden. Er zijn echter geen aanwijzingen dat er op mensenrechtenvlak enige vooruitgang wordt geboekt. De gevangenisomstandigheden zijn vreselijk. Er is geweld in de gevangenissen, maar geen enkele mogelijkheid om daartegen een klacht in te dienen.

Wie zal België vertegenwoordigen op de OVSE-top? Informeert de Belgische delegatie zich vooraf over de toestand in de gevangenissen? Hoe zal de minister de evaluatie kenbaar maken aan de Kazachse autoriteiten?

08.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): In principe zal de eerste minister België vertegenwoordigen op de aanstaande OVSE-top op 1 en 2 december in Astana. De Belgische delegatie zal goed op de hoogte zijn van de mensenrechtensituatie in Kazachstan en in het bijzonder van de slechte omstandigheden in de gevangenissen. Deze kwestie kwam trouwens aan bod in het universeel periodiek onderzoek van Kazachstan dat de VN-mensenrechtenraad in februari laatstleden voerde.

Bij de voorbereiding zal ook veel aandacht gaan naar de informatie in het kader van de jaarlijkse mensenrechtendialoog tussen de EU en Kazachstan. De volgende zitting vindt plaats op 4 november.

In mijn gesprek met president Nazarbajev heb ik gesproken over de drie pijlers van de OVSE, met andere woorden ook over de rechtstaat en de mensenrechten. Een volgend onderhoud met president Nazarbajev op 25 en/of 26 oktober aanstaande is uiteraard een gelegenheid om die bekommernis opnieuw te uiten.

08.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik hoop dat ook de top van begin december een gelegenheid is voor de premier om de problematiek aan te kaarten bij de autoriteiten.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie van de Israëlische mensenrechtenorganisaties" (nr. 258)

09.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Naar verluidt zouden Israëlische beleidsmakers en organisaties de geloofwaardigheid van Israëlische mensenrechtenorganisaties proberen te ondermijnen. Zo zijn er momenteel in de Knesset drie wetsvoorstellen ingediend die het de Israëlische ngo's veel moeilijker zouden maken om ongehinderd te functioneren. Dit zou heel jammer zijn, want de Israëlische mensenrechtenorganisaties werken zeer efficiënt.

Wat is het standpunt van de minister over deze dreigende beperking van de bewegingsvrijheid van betrokken organisaties? Zal België er binnen de EU voor ijveren om de mensenrechten en de democratie in Israël te doen waarborgen en de Israëlische regering er toe aan te zetten om haar steun aan deze wetsvoorstellen in te trekken?

09.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Deze wetsvoorstellen worden door Europa nauw opgevolgd. Mijn departement ontvangt Israëlische ngo's wanneer zij daarom verzoeken en sommige organisaties

hebben gewezen op het moeilijker klimaat waarin zij moeten werken. Ik heb de voorbije maanden mijn Israëlische gesprekspartners aangemoedigd om het zeer levendige en open karakter van het ngo-landschap te vrijwaren. Ook de VN-Hoge Commissaris voor de Mensenrechten heeft recent haar bezorgdheid geuit over dit soort ontwikkelingen in Israël en in andere landen. De EU deelt die bezorgdheid.

De EU kaartte deze problematiek ook aan tijdens de vergadering van de informele werkgroep Mensenrechten op 2 september, waar ook Israël bij was.

09.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het is vrij uniek dat een land dat zich systematisch schuldig maakt aan grove schendingen van de mensenrechten, tot nu toe mensenrechtenorganisaties vrij laat functioneren. Ik dring erop aan dat de Belgische regering er mee over waakt dat dit ook zo blijft.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de opvolging van het Goldstone-rapport" (nr. 259)

10.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het zogenaamde Goldstone-rapport over de schendingen van de mensenrechten tijdens de operatie Gegoten Lood in Gaza concludeerde dat zowel Israël als Hamas oorlogsmisdaden begingen. Volgens het rapport moesten beide partijen deze aantijgingen binnen de zes maanden onderzoeken, maar deze interne onderzoeken bleken onvoldoende geloofwaardig, zoals ook werd bevestigd door een comité van onafhankelijke experts.

Aangezien beide partijen inmiddels ruim de tijd hebben gehad om correcte interne onderzoeken uit te voeren, zou het Internationaal Strafgerechtshof zich moeten buigen over deze kwestie, desnoods via een doorverwijzing vanuit de VN-Veilighedsraad.

Vindt de minister ook dat de interne onderzoeken geen voldoende antwoord bieden? Zal hij ervoor ijveren dat het Internationaal Strafgerechtshof zich zou kunnen bezighouden met deze zaak? Hoe zal hij dat aanpakken?

10.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Zowel België als de EU hebben systematisch het belang beklemtoond van evenwichtige onderzoeken door de partijen zelf. België onderhoudt daartoe regelmatige bilaterale contacten met alle betrokken partijen. Tijdens de 15^{de} sessie van de Mensenrechtenraad verwees de EU naar haar herhaalde oproep om gepaste, geloofwaardige en onafhankelijke onderzoeken in te stellen naar begane schendingen van het internationaal recht. De EU heeft erkend dat Israël en Palestina moeten blijven strijden tegen de straffeloosheid en voor het principe van de accountability.

Het Goldstone-rapport bevat heel wat aanbevelingen, waarbij een gefaseerd proces wordt vooropgesteld, dat beide partijen eerst de kans biedt om eigen onderzoeken in te stellen en de aanbevelingen op te volgen.

België is momenteel geen lid van de Veiligheidsraad en kan van daaruit dus geen initiatieven nemen met betrekking tot de doorverwijzing naar het Internationaal Strafhof.

10.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik onthoud de opmerking over de gefaseerde opbouw, waarbij de minister de optie van het Internationaal Strafhof niet helemaal lijkt uit te sluiten. Men heeft volgens mij genoeg tijd gehad voor die interne onderzoeken, nu is het aan de internationale gemeenschap om een stap verder te gaan en België kan daaraan een bijdrage leveren.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het opslaan van creditcardgegevens van Europese burgers" (nr. 272)

11.01 Alexandra Colen (VB): *EUobserver* berichtte dat de Verenigde Staten een reistoelag van 14 dollar

willen invoeren voor Europese burgers die naar de Verenigde Staten willen reizen. Wat vindt de minister daarvan? Klopt het dat dit bedrag alleen online met een creditcard kan worden betaald? Blijven de creditcardgegevens van Europese reizigers een jaar lang opgeslagen? Klopt het dat dit bestand kan worden verbonden met andere bestanden zoals passagiersgegevens? Zal dit de komende onderhandelingen met de Verenigde Staten ter zake beïnvloeden? Heeft België deze kwestie al aangekaart bij de regering in de Verenigde Staten of zal het dit nog doen?

11.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Het persartikel in kwestie betreft het *Electronic System for Travel Authorization*, ESTA, dat reizigers naar de Verenigde Staten verplicht om zich 72 uur op voorhand te registreren. In het kader van de modernisering van het Amerikaanse visumsysteem werd begin augustus 2010 een nieuwe wet aangenomen, die reizigers verplicht om een heffing van 14 US dollar te betalen ten bate van het Amerikaanse toerisme. Zo moeten onder andere 24 EU-lidstaten deze taks voortaan betalen bij reizen van maximaal 90 dagen. De wet is aangenomen ondanks de bezorgdheid hierover binnen de EU. Verschillende europarlementsleden hebben erop aangedrongen dat de Europese Commissie zou reageren op deze taks.

De Europese commissaris voor Binnenlandse Zaken, Cecilia Malmström, heeft de Verenigde Staten begin augustus 2010 op de hoogte gesteld van haar ontevredenheid over de taks. Zodra de definitieve regels gepubliceerd zijn, zullen haar diensten onderzoeken of het ESTA-formulier kan worden beschouwd als een visum en wat men daaruit mag concluderen. Na die beoordeling zal de Europese Raad zich beraden over eventuele maatregelen.

De aanvraag voor ESTA kan enkel elektronisch via een beveiligde website. De betaling gebeurt met een krediet- of debetkaart. Momenteel bekijkt het Department of Homeland Security andere betaalmogelijkheden. Ik heb geen informatie over de opslagtermijn van de gegevens, noch heb ik weet van een verband tussen het ESTA-dossier en het PNR-systeem. De regering wacht op de analyse van de Europese Commissie om zich hierover uit te spreken.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie van Assyrische christenen in het Noorden van Irak" (nr. 273)**

12.01 **Alexandra Colen** (VB): Diverse internationale rapporten berichten over oneerlijke rechtsgang en over geweld vanwege Koerdische autoriteiten tegen Assyrische christenen en andere minderheden in het noorden van Irak.

Zijn de Belgische regering en de Europese Unie hiervan op de hoogte? Hoe proberen zij in te gaan tegen dergelijke praktijken? Worden daarbij individuele gevallen, zoals die van een zekere Robert Aowyamlik, die na marteling tot een bekentenis werd gedwongen, van nabij gevolgd?

12.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Tijdens de sessie van de Mensenrechtenraad in februari 2010 beval België de Iraakse regering aan om gewelddaden tegen etnische, taalkundige of religieuze minderheden grondig te onderzoeken en te veroordelen. De Iraakse overheid aanvaardde die aanbeveling. Tijdens de sessie van de Mensenrechtenraad in september 2010 heeft de Europese Unie deze aanbeveling bevestigd. Daarenboven steunt België de Europese civiele missie EUJUST LEX in Irak. Het doel van deze missie is de rechtsstaat in Irak te bevorderen en de vorming van, en hulp aan, de Iraakse justitie en politie te bevorderen, met klemtoon op de mensenrechten. Mijn departement heeft ook contact gehad met Amnesty International en Human Rights Watch over de mensenrechtensituatie in Irak en in de Koerdische regio. De specifieke zaak die werd aangehaald is ons niet bekend.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de sterke toename van de raket- en mortierbeschietingen uit de Gazastrook op Israëliëse burgers" (nr. 274)**

13.01 Alexandra Colen (VB): Er is een duidelijke toename van raketaanvallen vanuit Gaza op Israël met de bedoeling de vredesonderhandelingen te torpederen.

Overwegen België en de EU maatregelen om het Hamasregime in Gaza onder druk te zetten om de beschietingen te staken? Heeft Israël volgens de regering het recht om de terreurbendes in de Gazastrook zelf te bestrijden? Met welke middelen?

13.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Sinds meer dan een jaar is er inderdaad een toename van raketaanvallen vanuit Gaza. Die geweldplegingen zijn uiteraard ten zeerste af te keuren. Of die aanvallen echter door Hamas of door andere gewapende groepen worden uitgevoerd, is niet bekend. Alleen dialoog en onderhandelingen kunnen leiden tot een oplossing. Israël heeft reeds geantwoord op die beschietingen door de operatie Cast Lead van eind 2008. Op zichzelf is die operatie niet veroordeeld door de VN-Veiligheidsraad. Ze werd wel veroordeeld omwille van de gebruikte militaire middelen, waardoor mogelijk ernstige schendingen van het internationale humanitaire recht werden veroorzaakt. Dat maakt het voorwerp uit van het Goldstone-rapport, dat momenteel bestudeerd wordt.

13.03 Alexandra Colen (VB): Kan ik daaruit afleiden dat, indien de middelen wel in verhouding zijn, België en de internationale gemeenschap eventueel ook nu geen veroordeling zouden uitspreken wanneer Israël zelf die terreurbendes zou bestrijden?

13.04 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Ik heb inderdaad met u vastgesteld dat de veroordeling sloeg op de werkwijze en niet op de reactie als zodanig.

Het incident is gesloten.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de EU-toetredingsaanvraag van Servië en de besluitvorming daaromtrent tijdens de Raad van Buitenlandse Zaken op 25 oktober 2010" (nr. 275)

- mevrouw **Eva Brems** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de kandidatuur van Servië om toe te treden tot de Europese Unie" (nr. 422)

14.01 Alexandra Colen (VB): Is het Belgische EU-voorzitterschap nog steeds van plan om de toetredingsaanvraag van Servië te agenderen voor de Raad van Buitenlandse Zaken op 25 oktober? Er zijn immers geruchten dat een aantal landen, waaronder Nederland, niet wil instemmen met het verzoek aan de Europese Commissie om een advies ter zake uit te brengen omdat er nog geen sprake is van een volledige medewerking van Servië aan het Joegoslavië-tribunaal. Indien het verzoek om zo'n advies als technisch punt geagendeerd wordt, vindt de besluitvorming plaats op grond van een gekwalificeerde meerderheid. Indien het verzoek om zo'n advies als politiek punt wordt geagendeerd, vindt de besluitvorming plaats op grond van unanimititeit.

Klopt het dat het Belgische voorzitterschap de besluitvorming over het verzoek van Servië als technisch punt agendeert om hierdoor de bezwaren van een aantal landen te omzeilen?

14.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Serge Brammertz, de Belgische hoofdaanklager van het Joegoslavië-tribunaal, liet optekenen dat hij het belangrijkste drukingsmiddel tegen Servië kwijtraakt om oorlogsmisdadiger Ratko Mladic op te sporen en te arresteren, namelijk het standpunt van de EU dat met Servië alleen kan worden onderhandeld over toetreding als het land volledig samenwerkt met het Joegoslavië-tribunaal.

Op 6 oktober heeft de heer Brammertz ervoor gewaarschuwd dat als Mladic niet snel wordt gearresteerd, het tribunaal hem niet langer zal kunnen vervolgen, omdat tegen 2014 alle werkzaamheden afgerond moeten zijn.

Nederland heeft laten weten dat het zijn verzet tegen de opstart van de gesprekken met Servië opgeeft. België agendeert nu ook deze kwestie. Onze fractie heeft een vraag ingediend tot hoorzitting met de heer Brammertz. Wij betwijfelen echter of dat nog zal kunnen voor 25 oktober.

In het verleden was België een sterk verdediger van het conditionaliteitsprincipe in verband met de toetreding van Servië.

Wat is de huidige houding van onze regering in dit dossier? Wij zullen toch geen bocht nemen zonder daarover een debat te voeren in de Kamer? Ik wil de minister ook vragen of hij aanwezig zal zijn op de hoorzitting met Serge Brammertz? Hoe evalueert de minister de Servische houding in verband met de zoektocht naar Ratko Mladic? Ziet hij beterschap, stagnatie of achteruitgang? Moet de Servische houding met betrekking tot Kosovo in rekening worden genomen als het gesprek over toetreding gevoerd wordt?

14.03 Minister **Steven Vanackere** (Nederlands): Het verzoek van de Raad voor het advies van de Commissie omtrent de kandidatuur van Servië voor EU-lidmaatschap is door mijzelf op de agenda van 25 oktober gezet. Die agenda blijft ongewijzigd. Er is helemaal geen sprake van een bocht. Het vragen van een avis is slechts een begin van een proces dat nog zo'n 162 momenten bevat waarop men de conditionaliteit kan laten spelen. Het is dus overdreven om te denken dat het vragen van een avis de laatste kans is om aan te dringen op conditionaliteit.

Uit mijn contacten met oud-collega Maxime Verhagen en ook met de nieuwe Nederlandse minister Uri Rosenthal is duidelijk gebleken wat de nationale gevoeligheid is voor de behandeling van deze kwestie.

De positie van België blijft ongewijzigd. De toenadering van Servië tot de Europese Unie is wel degelijk aan voorwaarden onderworpen, namelijk een constructieve regionale houding ten aanzien van Kosovo en samenwerking van Belgrado met het internationaal tribunaal van het voormalige Joegoslavië. Servië heeft trouwens blijk gegeven van grote volwassenheid door het opstellen van een resolutie, die de consensus van de 27 lidstaten kon krijgen en duidelijk het accent legde op de nood aan dialoog met Kosovo.

Dat is een van de twee conditionaliteiten die de Europese Unie vroeg en dat is de reden waarom ik het avis op de agenda van aanstaande maandag geplaatst heb.

In juni 2010 maakte procureur Brammertz het onderscheid tussen de steun voor de lopende processen, waarover hij tevredenheid uitte, en de veel belangrijker Servische samenwerking omtrent de aanhouding van Ratko Mladic en Goran Hadzic. Ter zake pleitte Brammertz toen voor een nieuwe Servische strategie om zo snel mogelijk de voortvluchtigen te kunnen aanhouden en naar Den Haag te sturen. Ik heb een gelijkaardig pleidooi gehouden bij president Tadic in september 2010. Het is goed een hoorzitting met de heer Brammertz te organiseren. Ik heb heel regelmatig contact met hem.

De punten die wij op de agenda plaatsen, omschrijven we niet als technisch of als politiek. Wij kennen enkel het onderscheid tussen legislatieve en niet-legislatieve punten. De vraag naar het avis van de Commissie is uiteraard een niet-legislatief punt. Tot nu toe is het zenden van een avis altijd bij consensus gebeurd en ik ben van plan om die praktijk te behouden.

Alleszins zal er voldoende rekening worden gehouden met de conditionaliteit en de verzuchtingen van onze Nederlandse collega's in de conclusies.

Ik hoop om aanstaande maandag tot een consensus te kunnen komen. De voorwaarden met betrekking tot Kosovo en met betrekking tot de samenwerking met het Joegoslavië-tribunaal zullen een integraal deel blijven uitmaken van de boodschap die maandag door de Europese Unie zal worden gegeven aan de Servische regering.

14.04 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Er is duidelijk sprake van een koerswijziging en ik betreur die. Ik ben benieuwd om te horen wat Serge Brammertz binnenkort in het Parlement daarover te zeggen zal hebben.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de rol van de Egyptische veiligheidsdienst bij spanningen tussen moslims en christenen" (nr. 276)**

15.01 **Alexandra Colen** (VB): Volgens internationale bronnen werden de voorbije weken koptische

christenen aangevallen in Egypte om ze te intimideren met het oog op de verkiezingen. De aanvallers zouden door de veiligheidsdiensten gesteund zijn. Kan de minister bevestigen dat tijdens een antikoptische demonstratie in Alexandrië op 8 oktober het hoofd van de staatsveiligheidsdienst aanwezig was?

Welke stappen zet de minister om de christenen in Egypte te beschermen? Overweegt ons land om samen met andere EU-landen te eisen dat de christenen er beter worden beschermd?

15.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik heb geen informatie die bevestigt dat het hoofd van de Egyptische staatsveiligheidsdienst aanwezig was bij de betoging op 8 oktober.

De Belgische ambassade in Caïro volgt de mensenrechtensituatie op de voet. Ook in bilaterale contacten wijzen wij op het belang van het respect voor de mensenrechten, waaronder het respect voor religieuze minderheden. Ook tijdens de bijeenkomsten van het associatieverdrag tussen Egypte en de EU komt dit steeds ter sprake. Tijdens de *Universal Periodic Review* van de Mensenrechtenraad op 17 februari 2010 in Genève werd de situatie van de kopten besproken. Egypte heeft de aanbevelingen om de vrijheid van godsdienstbeleving te verbeteren aangenomen.

Mijn diensten volgen deze problematiek nauw op en besteden veel aandacht aan de aanbevelingen van de Kamerresolutie van 2010 over de bescherming van de religieuze minderheden.

15.03 **Alexandra Colen** (VB): Deze landen aanvaarden gemakkelijk aanbevelingen, maar voeren ze daarom nog niet uit. Ik vraag daarom om goed op te volgen of zij ook implementeren wat ze beloven.

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de behandeling van christenen in Saudi-Arabië" (nr. 277)**

16.01 **Alexandra Colen** (VB): Begin oktober werden in Saudi-Arabië een aantal katholieken gearresteerd omdat zij een kerkdienst bijwoonden.

Hoe beoordeelt de Belgische regering de rechtspositie van christenen in Saudi-Arabië? Kunnen zij het staatsburgerschap verwerven? Welke richtlijnen hanteert onze ambassade in Riyad voor christelijke Belgen die zich in Saudi-Arabië vestigen? Zijn er al Belgen gearresteerd wegens het beoefenen van hun godsdienst? Beschikt de ambassade over richtlijnen over hoe te handelen mocht dat gebeuren?

Als de Belgische regering meent dat het regime in Saudi-Arabië de rechten van christenen systematisch schendt, zal zij dit dan aan de kaak stellen bij de VN-Mensenrechtenraad in Genève? Wat vindt de regering ervan dat het verboden is kerken te bouwen in Saudi-Arabië, terwijl het Saudische regime kosten noch moeite spaart om het Westen te islamiseren door het bouwen van moskeeën en het financieren van islamitische instellingen?

16.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Enkel moslims kunnen de Saudische nationaliteit verwerven. De Belgen in Saudi-Arabië kennen de bijzonderheden van de samenleving en weten dat Mekka en Medina verboden terrein zijn voor niet-moslims. Onze ambassade staat ter beschikking van landgenoten die advies wensen. Er werden nog geen landgenoten gearresteerd wegens het belijden van hun geloof of het dragen van religieuze tekens. Bij eender welke arrestatie kunnen landgenoten rekenen op consulaire bijstand.

België volgt de vele internationale initiatieven die de interreligieuze dialoog willen bevorderen, zoals ook het initiatief van koning Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud van Saudi-Arabië, waarin hij oproept tot tolerantie.

Tijdens de *Universal Periodic Review* van Saudi-Arabië in 2009 heeft ons land de godsdienstvrijheid aangekaart en heeft het aanbevelingen geformuleerd om wetgevende maatregelen te nemen die godsdienstdiscriminatie verbieden.

Van 10 tot 24 oktober vindt in Rome een synode plaats over de christenen in het Midden-Oosten, die door onze ambassade bij de Heilige Stoel wordt gevolgd. Ook volgt mijn departement de aanbevelingen van de Kamerresolutie van 2010.

16.03 Alexandra Colen (VB): Andermaal hoop ik dat niet alleen naar de woorden, maar ook naar de daden van dit land wordt gekeken. Als het gaat over mensenrechten, verwijzen de Saudi's graag naar hun eigen verdrag van de mensenrechten, het Verdrag van Caïro. Ze voelen zich niet gebonden door het Universele Verdrag van de Rechten van de Mens.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de ratificatie van het Optioneel Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake Economische, Sociale en Culturele Rechten" (nr. 328)

17.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Op 10 december 2008 werd de tekst van het Optioneel Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake Economische, Sociale en Culturele Rechten aanvaard door de Algemene Vergadering van de VN. België ondertekende het in september 2009. Het protocol voorziet in een internationaal klachtenrecht voor schendingen van economische, sociale en culturele rechten. Deze klachtenprocedure treedt echter pas in werking nadat minstens tien landen het protocol hebben geratificeerd.

Gaat het om een gemengd verdrag? Door welke parlementen moet het worden geratificeerd? Wie heeft de leiding in dit dossier?

17.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De werkgroep Gemengde Verdragen heeft op 21 oktober 2008 verklaard dat het om een gemengd verdrag gaat. Het moet goedgekeurd worden door de federale Kamer en Senaat, het Vlaams Parlement en het Waals Parlement, het Parlement van de Franstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

De minister van Buitenlandse Zaken is bevoegd voor dit dossier, in samenwerking met de minister van Werk. Met regelmaat dringen wij er bij de andere parlementen op aan werk te maken van de ratificatieprocedures.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Rwanda na de verkiezingen en meer bepaald de situatie van de ex-verkiezingskandidaten" (nr. 339)

18.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Wij hebben u een brief geschreven om de moord op de kandidaat van de groene partij bij de Rwandese presidentsverkiezingen aan te kaak te stellen. Ook Human Rights Watch heeft deze wandaad veroordeeld.

Ik zou ook uw standpunt willen horen over het lot van mevrouw Victoire Ingabire, die eveneens kandidaat was bij de verkiezingen, maar opgepakt werd en nog steeds in zeer slechte omstandigheden vastgehouden wordt, en over dat van de heer Bernard Ntaganda, de voorzitter van de Parti social, die gewond naar het ziekenhuis zou zijn overgebracht.

Wij hebben uw antwoord goed ontvangen, waarvoor onze dank, want niet alle ministers hebben onze brieven beantwoord.

U heeft gevraagd dat Rwanda een commissie instelt die klaarheid moet scheppen. Heeft u hierover nieuwe

informatie?

18.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Ik besteed veel aandacht aan de politieke situatie in Rwanda.

In verband met de adjunct-hoofdredacteur van het twee keer per maand verschijnende tijdschrift *Umuwugizi*, de heer Jean-Léonard Rugambage, heeft de politie al de dag nadat hij werd vermoord, op 24 juni van dit jaar, twee verdachten aangehouden. De eerste pleitte schuldig, en verklaarde dat hij de journalist, van wie hij vermoedde dat die tijdens de volkenmoord van 1994 familieleden van hem had omgebracht, op aansporing van de tweede had gedood. De tweede ontkende elke verantwoordelijkheid. Het proces is aan de gang. Het openbaar ministerie heeft levenslange gevangenisopsluiting geëist voor beiden. Het vonnis wordt op 29 oktober uitgesproken.

Mevrouw Victoire Ingabire werd op 14 oktober aangehouden. Nadat ze gedurende 72 uur werd vastgehouden, staat ze sinds 18 oktober onder een voorlopig aanhoudingsbevel van maximaal zeven dagen. Ze wordt beschuldigd van samenwerking met een terreurorganisatie, namelijk de FDLR (Democratische Strijdkrachten voor de Bevrijding van Rwanda) en poging tot oprichting van een militie. Naar verluidt is de aanhouding van mevrouw Ingabire er gekomen naar aanleiding van de getuigenis van een commandant van de FDLR. De datum van haar proces is nog niet bekend.

Mijn diensten hebben de Rwandese autoriteiten herhaaldelijk van mijn bezorgdheid in kennis gesteld. Mijn kabinet heeft er op 15 oktober bij de Rwandese ambassadeur te Brussel op aangedrongen dat mevrouw Ingabire correct zou worden behandeld, en heeft ervoor gepleit dat er in deze zaak goed zou worden gecommuniceerd.

De autoriteiten ontkennen elke verantwoordelijkheid in de zaak Rugambage en verwijzen naar het proces dat aan de gang is. Deze symbolische dossiers zullen van nabij gevolgd worden. Ik heb aan de ambassadeur van Rwanda meegedeeld dat ik bezorgd ben over de situatie van de oppositie in het algemeen.

De Europese Unie volgt de situatie eveneens van nabij en onderhoudt een constante politieke dialoog met de Rwandese regering.

18.03 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Deze gevallen tonen aan dat er een ernstig probleem is met de vrijheid van meningsuiting in Rwanda. Daarom wordt de toestand ook door Amnesty International en Human Rights Watch gevolgd.

Het incident is gesloten.

19 **Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de jongste ontwikkelingen in het dossier Oussama Atar" (nr. 336)**

19.01 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Ik weet dat u het dossier-Atar volgt. In een perscommuniqué van 9 oktober deelde u mee dat u verscheidene verzoeken gericht heeft aan de Iraakse autoriteiten. De heer Atar zou bezoek hebben ontvangen van vertegenwoordigers van het Rode Kruis en van onze ambassade in Amman. Kan u ons een stand van zaken geven?

19.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): We staan voortdurend in nauw contact met de Iraakse autoriteiten en de bevoegde humanitaire organisaties om de situatie van de heer Atar te blijven volgen.

19.03 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Ik dank u.

Het incident is gesloten.

20 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bruno Tuybens** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de reactie van het EU-voorzitterschap op de Nobelprijs voor de Vrede aan Liu Xiaobo" (nr. 347)

- de heer **Peter Logghe** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de houding van België tegenover de slappe EU-houding inzake de Nobelprijs voor

de Vrede" (nr. 358)

20.01 Bruno Tuybens (sp.a): De heer Liu Xiaobo kreeg begin oktober de Nobelprijs voor de Vrede. Hij zit in China een gevangenisstraf uit van 11 jaar nadat hij een charter voor meer democratie en mensenrechten had opgesteld. Na de bekendmaking van de prijs heeft de Chinese politie zijn echtgenote verhinderd om met de media te praten en haar huisarrest opgelegd. CNN-uitzendingen werden verstoord en China dreigde om de relaties met Noorwegen te herzien.

De reactie van de EU was teleurstellend lauw. In tegenstelling tot de president van de VS riep commissievoorzitter Barroso niet op tot de onmiddellijke vrijlating van Xiaobo en er werd gesuggereerd dat de timing van de prijs ongelegen komt, omdat er economisch veel op spel staat. De opwaardering van de Chinese munt lijkt voor Europa belangrijker dan de opwaardering van de mensenrechten.

Wat is het standpunt van de minister? Heeft het Belgisch EU-voorzitterschap of de Belgische regering contact opgenomen met de Chinese autoriteiten om aan te dringen op de vrijlating van de Nobelprijswinnaar? In welke situatie bevindt zijn echtgenote zich? Zal ons land een veroordeling van de perscensuur uitspreken? Hoe reageert de EU op het huisarrest van de echtgenote van de heer Liu Xiaobo?

Begin oktober waren er in de marge van de ASEM-top bilaterale contacten tussen België en China. Waren deze alleen bedoeld om economische belangen te verdedigen of heeft de Belgische regering toen ook kritische standpunten durven in te nemen inzake mensenrechten?

20.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De Hoge Vertegenwoordiger lady Ashton vertolkt de standpunten van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid. Op 8 oktober heeft ze de heer Xiaobo gefeliciteerd en noemde ze de beslissing van het Nobelcomité een ondersteuning van zijn streven naar een democratisch China dat de regels van de rechtsstaat respecteert. Ik steun deze verklaring volmondig, net zoals ik eerdere EU-verklaringen die de situatie van de heer Xiaobo aanklaagden, gesteund heb.

Mevrouw Liu Xia, de echtgenote van de Nobelprijswinnaar, staat momenteel onder huisarrest. De telefoonlijnen zijn afgesloten, maar ze houdt contact met de buitenwereld via Twitter. Een EU-delegatie heeft geprobeerd om de gelukwensen van voorzitter Barroso persoonlijk aan haar te bezorgen, maar hen werd de toegang tot de woning ontzegd.

Ter gelegenheid van de ontmoeting tussen de Belgische en Chinese eerste minister op 6 oktober – voor de toekenning van de Nobelprijs – heeft onze premier het respect voor de mensenrechten benadrukt en ervoor gepleit om op het terrein de dialoog te benutten en de individuele rechten na te leven.

Ons land coördineert zijn mensenrechtenpolitiek met zijn Europese partners.

20.03 Bruno Tuybens (sp.a): Wij stemmen ons buitenlands beleid inderdaad op elkaar af sinds het Verdrag van Lissabon. Het is opmerkelijk dat president Obama in prime time een verklaring heeft afgelegd, terwijl de brief van de heer Barroso niet openlijk verspreid werd. Het is ook jammer dat de heer Van Rompuy zich niet in prime time heeft uitgesproken. Dat zou een belangrijk signaal geweest zijn.

De Amerikaanse gelukwensen klonken veel krachtiger dan de Europese. Dat is jammer, want mensenrechten moeten primeren, ook als er economische belangen op het spel staan.

20.04 Minister Steven Vanackere (Nederlands): In internationale politiek vind ik het resultaat belangrijker dan het signaal. Het is misschien verleidelijk om een luid signaal te laten horen, maar dikwijls is het slimmer en getuigt het van meer politieke moed om ietwat discreter te zijn en resultaat te boeken. Zo is het nuttig om aanmoedigingen te geven aan de krachten binnen de Chinese samenleving die de goede richting uitgaan.

20.05 Bruno Tuybens (sp.a): Voor mij is de eerbiediging van de mensenrechten een absolute prioriteit en China mag weten dat ons land mensenrechten belangrijk vindt. Ik hoop dat de minister en ik hetzelfde

resultaat nastreven, al hebben we misschien een andere mening over het signaal dat we moeten laten horen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.11 uur.